



**Programme
pour l'eau et
l'assainissement**

Un partenariat international
pour aider les populations
défavorisées à avoir un accès
durable à des services d'eau
et d'assainissement améliorés

LES HOMMES ET LES FEMMES DU BÉNIN ÉVALUENT LEUR PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT



Leçons d'une Evaluation Participative du PADEAR IDA/DANIDA

SEPTEMBRE 2002

Remerciements

Nos remerciements vont tout d'abord vers les hommes, les femmes et les enfants du Bénin qui ont contribué à cette évaluation participative et nous ont accueillis dans leurs villages pendant plusieurs jours. Ils et elles ont participé de façon enthousiaste à ces séances de travail et ce sont eux les véritables acteurs de cette évaluation. Nous les remercions pour leur patience et leur collaboration active.

Nous voudrions aussi remercier toutes les personnes de la Direction de l'Hydraulique (DH) et la Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (DHAB) qui nous ont soutenus durant cette étude, et tout particulièrement Mr Toupé, Directeur de la DH, Mr Appalo, Directeur Adjoint à la DH, et Dr Yarou, Directeur de la DHAB, pour leur appui et pour avoir mis à notre disposition toutes les ressources nécessaires.

Nous aimerions aussi remercier tous les animateurs ainsi que le coordonnateur de l'ONG Helvetas qui ont effectué le travail de terrain dans des conditions pas toujours facile et qui ont néanmoins fait un travail de qualité en travaillant réellement avec les populations pour mieux comprendre leur situation d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Un grand remerciement à nos collègues du Programme de l'Eau et de l'Assainissement à Abidjan, notamment Annie Savina et Pete Kolsky qui ont fait la première revue de ce document, et Delphine Bouquin pour les nombreuses relectures et l'appui linguistique. Nous souhaiterions aussi remercier vivement Jennifer Sara (AFTU2) et Tracy Hart (AFTU2) pour leurs appuis et commentaires sur ce document.

Finalement nous remercions les bailleurs de fonds qui ont participé au financement de cette étude : le Gouvernement des Pays-Bas, l'Agence Canadienne Internationale de Développement (ACDI), la (deutsche) Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Danish International Development Agency (DANIDA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

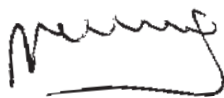
Avant-Propos

En 1992, le Bénin a élaboré une nouvelle stratégie pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement en milieu rural. Les principes de cette nouvelle stratégie, fondée sur une approche par la demande, ont été mis en œuvre dans un premier projet: le Projet d'Assistance au Développement du secteur de l'alimentation en Eau et de l'Assainissement en milieu Rural, plus connu sous le nom de PADEAR. Cette stratégie a maintenant été adoptée par tous les intervenants du secteur de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement (AEPA) au Bénin. Un premier programme PADEAR, financé par IDA/DANIDA, a testé cette nouvelle approche dans deux départements du Bénin, le Zou et l'Atlantique, puis deux autres projets, PADEAR-GTZ et PADEAR-DANIDA, ont développé l'approche dans quatre autres départements: le Borgou, l'Alibori, le Mono et l'Ouémé. Un troisième projet PADEAR est en cours de préparation sur des financements de la Coopération Belge dans les départements de l'Atacora et de la Donga.

Aujourd'hui le Bénin continue à tester de nouvelles méthodes pour renforcer l'appropriation des points d'eau par les communautés et leur responsabilisation dans la gestion. Ces deux aspects sont des points essentiels de l'approche par la demande. Pour se faire, la Direction de l'Hydraulique a testé une nouvelle méthode de suivi-évaluation: la Méthodologie d'Evaluation Participative (MEP). Le suivi-évaluation demeure une question importante dans les projets d'AEPA et les méthodes ont beaucoup évolué ces dernières années. Jusqu'à présent, les évaluations étaient faites par des personnes extérieures et uniquement en fonction des objectifs et des indicateurs de suivi établis par le projet. L'on considère désormais qu'elles doivent être réalisées de façon participative. C'est pourquoi la MEP est un outil intéressant et utile car il incite une planification participative et permet de faire les adaptations nécessaires en cours de projet. Les communautés et les différents acteurs des projets sont impliqués dès le début du suivi-évaluation. L'évaluation faite sur le PADEAR Zou/Atlantique, dont les résultats sont présentés dans ce document, nous permet aujourd'hui de tirer des leçons non seulement au niveau communautaire mais aussi aux autres niveaux de prise de décision comme la Direction de l'Hydraulique (DH) et la Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (DHAB) et leurs services régionaux.

L'outil MEP peut être utilisé par les communautés grâce à sa simplicité de mise en œuvre. Les communautés peuvent également sélectionner les indicateurs qu'elles jugent les plus importants et les suivre régulièrement. Cela leur permet d'avoir une base de référence pour évaluer leur système d'alimentation en eau et d'assainissement de façon autonome, de suivre les évolutions et d'avoir ainsi un meilleur contrôle sur les décisions qui les concernent.

Les résultats de cette étude vont nous guider pour revoir la stratégie de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu rural et nous espérons que d'autres projets d'AEPA en milieu rural pourront bénéficier de cette méthodologie de suivi-évaluation et l'adapter à leurs besoins sur le terrain.



Mr André Toupé

Directeur de l'Hydraulique
Cotonou, Bénin

Sommaire

Remerciements	2
Avant Propos	3
Sommaire	4
Liste des Abréviations	6
Quelques résultats clés de l'évaluation 'MEP' du PADEAR dans 20 villages des régions du Zou et de l'Atlantique	7
Introduction	8
1 Une Stratégie pour le secteur au Bénin : Le Programme d'Appui au Développement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en milieu Rural (PADEAR)	9
2 La Méthodologie d'Évaluation Participative (MEP): ses spécificités et son adaptation pour l'évaluation du PADEAR	10
3 Méthode et étapes de l'étude	13
4 Les Résultats de l'évaluation au niveau communautaire dans le Zou et l'Atlantique	14
4.1 Informations sur les 20 villages : Caractéristiques socio-économique et les différence entre la région du Zou et de l'Atlantique	14
4.1.1 Niveau de Développement Général et Situation Environnementale	14
4.1.2 Classification Sociale	15
4.2 Accès et Utilisation des Installations d'AEPA PADEAR	17
4.2.1 Accès des ménages des 20 villages aux installations d'Eau Potable du projet PADEAR et accès aux latrines	17
4.2.2 Utilisation des différents sources d'eau dans le village avant et après projet	18
4.2.3 Utilisation des latrines et lavage des mains parmi les ménages des 20 villages	19
4.2.4 Les ménages non-desservi	20
4.2.5 Quelques leçons	20
4.3 Les Comités de Gestion : rôles, responsabilités et formations des hommes et des femmes, nantis et démunis	21
4.3.1 Accès à la formation selon le genre et la classe sociale	22
4.4 Les Comités de gestion : hiérarchisation des tâches du comité de gestion et temps consacré a ces différentes tâches	23
4.5 L'approche par la demande: les choix des membres de la communauté dans la mise en œuvre de leurs services d'AEPA	24
4.5.1 Au début du Projet.....	24
4.5.2 Quel sera le type de service ?	24
4.5.3 La Gestion des équipements	25
4.5.4 Quels sont les leçons ?	28
4.6 Contributions : qui contribue à quoi et combien?	29
4.6.1 Moyenne des contributions en espèce et nature par homme, femme, démunis et nantis	29
4.6.2 Répartition des contributions au sein des ménages	30

4.7	Satisfaction des hommes et des femmes, nantis et démunis, avec leurs services	31
4.7.1	Qualité, Quantité et Régularité de l'eau : Opinion des hommes et des femmes	31
	a) Quantité de l'Eau	31
	b) Qualité de l'Eau	32
	c) Régularité de l'Eau	32
4.7.2	Avantages Pratiques et Stratégiques : quelle est la valeur que les communautés donnent à leur point d'eau relatif à l'investissement qu'elles ont faites ?	32
4.7.3	Quelques Leçons	34
5	Les Résultats de l'évaluation au niveau institutionnel et au niveau stratégique	35
5.1	L'évaluation par les acteurs au niveau institutionnels	35
5.2	Méthode d'évaluation	36
5.3	Résultats du vote	36
5.3.1	La Stratégie Nationale	36
5.3.2	Les approches du projet sur les questions de genre et de pauvreté	37
5.3.3	La performance du personnel du projet	38
5.3.4	Attitudes et pratiques de la Direction du projet	39
5.4	L'évaluation de la stratégie nationale par les décideurs (DH et DHAB)	39
6	Conclusions	41
Annexe 1	Informations pratiques sur le Bénin et sur le projet PADEAR Zou/Atlantique	42
Annexe 2	Méthodologie et Processus	43
1	Formation des Enquêteurs à la MEP	43
2	L'étude de Terrain (niveau communautaire)	43
3	Rencontre du personnel de projet (Niveau Institutionnel)	44
4	Discussion Stratégique avec les décideurs (Niveau Politique)	46
5	Analyse des données	46
6	Limites de l'Etude	46
	Documents de Référence	47
	Liste des Tableaux	
Tableau 1	Variables et Indicateurs utilisés au Bénin dans le cadre de l'AEPA	12
Tableau 2	Répartition des Villages selon les conditions de sécheresse	14
Tableau 3	Répartition des Villages selon le niveau de développement	14
Tableau 4	Répartition du type d'accès aux installations d'eau pour chaque catégorie de population	17
Tableau 5	Accès à l'eau des ménages	17
Tableau 6	Accès à la formation selon le genre et la classe sociale	22
Tableau 7	Les facteurs qui favorisent ou entravent la durabilité des projets d'AEPA	35
Tableau 8	Compétences des agents d'exécution	44
	Liste des Boxes	
Box 1	Quelques principes fondamentaux de la stratégie PADEAR	9
Box 2	Annexe 1 Informations sur le Bénin et sur le projet PADEAR Zou/Atlantique	42
	Liste des Graphiques	
Graphique 1	Indicateurs cités par les nantis et les démunis pour les 20 villages du Zou et de l'Atlantique	16
Graphique 2	Pourcentage des ménages démunis et nantis dans les 20 villages du Zou et de l'Atlantique	16
Graphique 3	Accès des ménages des 20 villages aux installations d'eau potable PADEAR	17

Graphique 4 Accès des ménages des 20 villages aux latrines	18
Graphique 5 Pourcentage d'utilisation des points d'eau pour la boisson et la cuisine, par les ménages avant et après le projet dans les 20 villages	19
Graphique 6 Habitudes pour le lavage des mains des ménages dans les 20 villages	19
Graphique 7 Représentation des hommes et des femmes, nantis et démunis, dans les postes du comité de gestion	21
Graphique 8 Division des tâches par temps	23
Graphique 9 Qui a pris l'initiative du projet ?	24
Graphique 10 Qui a eu accès à l'information concernant le projet ?	24
Graphique 11 Qui a pris la décision quant au choix de la technologie ?	25
Graphique 12 Qui a pris la décision quant au niveau de service ?	25
Graphique 13 Qui a pris la décision quant à l'emplacement du point d'eau ?	25
Graphique 14 Qui a pris la décision quant à la composition du comité de gestion ?	26
Graphique 15 Qui a pris la décision quant à l'organisation pour le fonctionnement et l'entretien du point d'eau ?	26
Graphique 16 Qui a pris la décision quant au mode de financement pour le service ?	26
Graphique 17 Qui a pris la décision quant aux personnes qui devraient être formées ?	27
Graphique 18 Y-a-t-il un compte rendu de la gestion par le comité de gestion ?	27
Graphique 19 Les leçons de l'approche par la demande	28
Graphique 20 Contributions des hommes et des femmes, nantis et démunis des 20 villages à la mise en place du service d'approvisionnement en Eau	29
Graphique 21 Contribution en nature et en espèce des hommes et femmes, nantis et démunis au projet	29
Graphique 22 Moyenne des contributions dans les 20 villages au sein des ménages avant et après le projet pour le service d'eau	30
Graphique 23 Fiabilité de l'Eau	32
Graphique 24 Avantages pratiques tirés du point d'eau PADEAR	33
Graphique 25 Avantages stratégiques tirés du point d'eau PADEAR	33
Graphique 26 La gestion des points d'eau PADEAR	37
Graphique 27 Le suivi-appui fourni aux communautés dotées d'un point d'eau PADEAR	38

Liste des Abréviations

AEPA	Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
IDA	International Development Association
IEC	Information Education and Communication
IRC	International Water supply and Sanitation Centre
DANIDA	Danish International Development Agency
DDCEP	Département du Développement Communautaire des Études et de la Programmation
DH	Direction de l'Hydraulique
DHAB	Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base
GTZ	(deutsche) Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
MEP	Méthodologie d'Évaluation Participative
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PADEAR	Programme d'Appui au Développement du secteur de l'Eau potable et de l'Assainissement en milieu Rurale
PEA	Programme Eau et Assainissement
PRA	Participatory Rural Appraisal
SARAR	Self Esteem, Associative Strengths, Resourcefulness, Action-planning, and Responsibility
SHAB	Service de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base
SRH	Service Régionale de l'Hydraulique

Quelques résultats clés de l'évaluation 'MEP' du PADEAR dans 20 villages des régions du Zou et de l'Atlantique

Résultats sur la Composante Eau

- Près de trois-quart des habitants considèrent qu'ils ont un bon accès aux points d'eau construits par le projet PADEAR
- 91% des ménages utilisent le point d'eau amélioré pour la boisson et la cuisine
- La majorité des hommes et des femmes sont satisfaits par la qualité de l'eau, néanmoins seulement la moitié de l'échantillon est satisfait par la quantité d'eau
- Les 5 villages avec les scores les plus élevés (ceux qui sont les plus efficaces dans la gestion et le maintien de leur service d'AEPA) se trouvent dans l'Atlantique et les six villages avec les scores les plus bas se trouvent dans le Zou, néanmoins l'écart entre les scores est assez petit (de 46/100 pour le score le plus bas, à 62/100 pour le score le plus élevé)

Résultats sur la Composante Assainissement et Hygiène

- Seulement 2% des ménages de l'échantillon ont accès à des latrines privées, et sur ces 2%, 92 % sont des ménages 'nantis',
- Parmi les ménages qui ont accès aux latrines, seulement la moitié les utilise, et ce sont surtout les adultes et les hommes et femmes âgés. Les enfants et adolescents préfèrent aller dans la brousse. Aucun membre du ménage n'utilise les latrines de façon permanente.
- Le lavage des mains avec du savon est quasi inexistant. Il est seulement réalisé par quelques femmes, avant de manger et avant de donner à manger au bébé.
- La perception prédominante est que l'on doit se laver les mains avec du savon, uniquement quand elles sont visiblement sales. Le lavage des mains avec de l'eau seulement est plus fréquent, surtout avant et après manger et après la défécation.
- L'assainissement reste un défi, la valeur accordée à l'assainissement privé ne semble pas être assez importante pour inciter un changement de comportement durable.

Résultats sur les aspects de gestion des équipements d'approvisionnement en Eau

- Dans les 20 villages, la gestion des systèmes est entièrement effectuée par les hommes, et en majeure partie les hommes nantis,
- Les femmes passent toujours plus de temps que les hommes à s'occuper du service de l'eau, surtout au sein du comité de gestion. Néanmoins elles disent que le temps qu'elles consacrent aux tâches liées à l'eau a diminué depuis l'arrivée du nouveau point d'eau
- Il continue d'exister une importante différence entre les hommes et les femmes pour la gestion des services; on constate également une grande différence entre les hommes nantis et les hommes démunis, plus importante qu'entre les femmes nanties et les femmes démunies.
- Les communautés ont eu la possibilité de prendre des décisions pour les choix techniques et les niveaux de service, mais en ce qui concerne l'organisation de la gestion des services, les communautés pensent ne pas avoir eu assez de choix.

Résultats sur les contributions financières des communautés

- En ce qui concerne les contributions des communautés aux services d'AEPA, les hommes participent généralement plus que les femmes et les nantis plus que les démunis. Néanmoins, au sein des ménages, les femmes contribuent plus financièrement au service d'AEPA maintenant que durant le démarrage du projet et plus que les hommes. Cette différence est essentiellement due à la vente de l'eau, qui n'était pas pratiquée avant le projet et qui est à la charge des femmes
- Malgré l'absence d'attention spécifique portée aux aspects de pauvreté dans la stratégie, les contributions des ménages pour accéder au projet sont assez équitablement réparties entre les différents groupes de la communauté.

Introduction

L'objectif de ce document est tout d'abord de présenter les résultats de l'évaluation participative du projet PADEAR Zou/Atlantique à la DH et la DHAB ainsi qu'aux autres intervenants dans le secteur de l'AEPA en milieu rural au Bénin. Nous espérons que ces informations seront utiles pour les projets d'AEPA en milieu rural en cours, ainsi que pour ceux qui vont être développés au Bénin ou dans d'autres pays d'Afrique. De plus, nous espérons que les leçons tirées de cette évaluation seront prises en compte dans la relecture de la stratégie du PADEAR, qui a été l'objet de cette évaluation.

Notre deuxième objectif pour ce document est d'attirer l'attention sur deux aspects spécifiques : les aspects de genre et de pauvreté dans le secteur de l'AEPA. L'évaluation a permis d'étudier ces deux aspects de façon transversale dans le projet, grâce à la méthodologie utilisée : la MEP.

La raison pour laquelle de l'importance est accordée à ces aspects est qu'une étude préalable¹

a démontré le lien entre d'une part, une approche de projet qui tient compte de la demande des communautés, ainsi que des aspects de genre et pauvreté, et d'autre part, la pérennité de ces projets. Dans cette évaluation, nous avons voulu étudier jusqu'à quel point ces deux aspects ont été intégrés dans le projet. Nous espérons que les leçons dégagées dans cette évaluation seront intégrées dans la relecture de la stratégie.

Notre troisième et dernier objectif pour ce document est de mieux faire connaître la Méthodologie d'Évaluation Participative (MEP). Nous espérons pouvoir montrer les avantages liés à l'utilisation de cet outil aussi bien comme outil de suivi que d'évaluation. Ainsi dans ce document le lecteur pourra apprécier le type d'informations que cette méthodologie peut apporter, et l'utilité de cette méthodologie pour le chef de projet et les autres intervenants du projet pour pouvoir suivre de près le progrès ou les problèmes dans les villages où le projet intervient.



¹ 'Linking Sustainability with Demand Gender and Poverty', Gross, van Wijk & Mukherjee, Jan 2001.

1 Une stratégie pour le secteur au Bénin : Le Programme d'Appui au Développement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement en milieu Rural (PADEAR)

De 1990 à 1992, la Direction de l'Hydraulique (DH) avec l'assistance du Programme de l'Eau et de l'Assainissement (PEA, préalablement connu sous le nom de GREA) a développé une nouvelle stratégie pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu rural au Bénin. Cette stratégie a été développée suite à une étude portant sur les contraintes au développement du secteur de l'eau et de l'assainissement au Bénin. Les contraintes majeures qui ont été identifiées étaient le faible degré d'appropriation des équipements par les communautés, le manque d'efficacité des programmes d'assainissement et d'éducation à l'hygiène, et la quasi inexistence de capacités locales (surtout dans le secteur privé). Finalement, le secteur était beaucoup trop dépendant des financements externes et tout ceci allait inévitablement à l'encontre de la durabilité des services d'AEPA.

La stratégie a donc mis l'accent sur les points suivants (voir Box 1) pour pallier aux difficultés identifiées pour le développement du secteur de l'AEPA.

Cette stratégie a d'abord été pilotée dans le cadre du projet PADEAR Zou/Atlantique, co-financé par la Banque mondiale (IDA) et DANIDA. Depuis, cette stratégie a aussi été adoptée par le projet d'eau en milieu rural financé par la GTZ dans les départements du Mono et de l'Ouémé, et par DANIDA dans les départements du Borgou et de l'Alibori. La coopération Belge devrait suivre la stratégie dans les départements de l'Attacora et de la Donga. Aujourd'hui, une relecture de la stratégie est en préparation, et intégrera les leçons accumulées durant près de 10 ans de mise en œuvre du PADEAR au Bénin.

Box 1 Quelques Principes Fondamentaux de la Stratégie PADEAR²

- Une décentralisation du processus de décision à travers une déconcentration des directions (DH&DHAB) pour s'assurer que les investissements répondent réellement à la demande des communautés
- Le désengagement du secteur public de la mise en œuvre (construction) des services
- La participation du secteur privé à la fourniture des biens et des services
- La participation financière des communautés (de l'ordre de 5 à 10% de l'investissement) à l'investissement initial et la prise en charge par celles-ci de l'entretien et du fonctionnement des points d'eau
- La prise en charge totale du coût de construction des latrines familiales par les communautés
- Proposer des services qui répondent à la demande des communautés, définie selon la volonté et la capacité de payer des communautés
- L'intégration de messages sur l'hygiène et l'environnement aux formations et l'IEC

² Pour plus d'information sur le Bénin et le PADEAR, voir annexe 1.

2 La Méthodologie d'Évaluation Participative (MEP) : Ses spécificités et son adaptation pour l'évaluation du PADEAR

La MEP a été développée dans le cadre d'une étude globale du PEA et de ses partenaires pour documenter et démontrer les liens qui existent entre une approche participative qui répond à la demande des communautés et qui tient compte des aspects de genre et de pauvreté, et la pérennité des services d'AEPA.

La spécificité de la MEP repose sur plusieurs aspects, la MEP est:

Une méthode qui permet l'analyse d'informations aussi bien qualitatives que quantitatives. La MEP est une méthode d'évaluation participative, utilisant des outils participatifs comme le SARAR et le PRA, à travers lesquels une information qualitative est développée. Cependant, toutes ces informations sont confirmées à nouveau par la communauté à qui l'on demande de se placer sur une échelle descriptive et nominale (de 0 à 100) qui est représentative de la situation ou du sujet discuté - ceci permet d'obtenir des données quantitatives qui peuvent être analysées de manière statistique.

Une Méthode d'évaluation à trois niveaux pour les trois différents niveaux d'intervenants. La MEP propose trois niveaux d'évaluation avec les différents intervenants du projet. Le premier niveau est le niveau **communautaire** qui est constitué des hommes et des femmes des communautés et des représentants des comités de gestion. Le deuxième niveau est le niveau **'institutionnel'** avec l'agence d'exécution (publique ou privée), les services régionaux qui interviennent dans le projet, les ONG, et quelques représentants des comités de gestion. Finalement, le troisième et dernier niveau est le niveau **'politique'** composé des décideurs au niveau de la stratégie ou politique nationale. Chaque niveau d'évaluation apporte des informations spécifiques et permet ensuite une

triangulation des informations. A chaque niveau d'évaluation un processus participatif est utilisé.

Une Méthodologie qui met en oeuvre un cadre analytique sensible aux aspects de genre et de pauvreté. Les indicateurs tiennent compte des aspects de genre et de pauvreté à travers une désagrégation de l'information durant les exercices participatifs de l'évaluation. Ainsi nous demandons durant l'évaluation que les hommes et les femmes, nantis et démunis se prononcent indépendamment ou en groupes distincts durant l'évaluation.

Ces trois aspects présentent quelques uns des points spécifiques de la MEP. Pour de plus amples informations sur la Méthodologie, veuillez vous référer au Guide Méthodologique (Dayal. 2001).

Dans le cadre de l'évaluation du PADEAR Zou / Atlantique, nous avons eu à adapter la Méthodologie au niveau de l'évaluation 'communautaire'. Ceci a été fait pour deux raisons:

- (i) des évaluations parallèles avaient déjà été menées dans le cadre du projet et donc nous sommes concentrés sur les aspects qui n'avaient pas reçu autant d'attention lors de ces évaluations comme les aspects de genre, pauvreté et participation communautaire, et nous avons supprimé les composantes de l'évaluation qui avaient déjà été étudiées (ex. la qualité physique des travaux)
- (ii) une évaluation complète d'un système d'AEPA communautaire avec la MEP prend entre 5 et 6 jours. Réaliser l'évaluation sur cette durée a été jugé trop intense pour les villages et les animateurs, ainsi que financièrement trop coûteux. Donc, nous avons réduit le nombre de jours dans chaque village à 4, et nous avons identifié les indicateurs que nous souhaitons utiliser dans l'évaluation.

Vous pourrez trouver tous les indicateurs choisis dans le cadre du Bénin dans le Tableau 1³. Il faut souligner qu'effectivement une évaluation dans un village en utilisant la version complète de la MEP, est une activité très intense. Peu de communautés peuvent être disponibles pendant 5 à 6 jours de suite pour participer à une évaluation. Il est donc recommandé de faire ce type d'évaluation de façon échelonnée pour ne pas submerger la communauté. C'est pourquoi la MEP est particulièrement adaptée comme outil de suivi, car dans ce cas, la communauté n'a pas besoin d'être mobilisée pendant plusieurs jours d'affilé.

La MEP est une méthodologie qui continue d'être améliorée et adaptée aux besoins de ses utilisateurs, cette flexibilité fait en partie la force de cette méthodologie. Cependant, il est important de garder aussi la qualité de la méthodologie. Il est en effet facile d'utiliser uniquement les indicateurs de cette méthodologie et d'en abandonner l'aspect participatif car cela est jugé

coûteux en temps et ressources. Néanmoins, Il est crucial que la dimension de la participation de la communauté reste un aspect primordial de cette méthode, le point fort de la méthodologie résidant dans l'auto évaluation par les communautés de leurs propres services d'AEPA.

La MEP est un outil de suivi-évaluation et un outil de renforcement des capacités des communautés pour mieux contrôler et gérer leurs équipements. Nous espérons donc que les utilisateurs futurs de cet outil feront des choix judicieux par rapport à la mise en œuvre de cette méthodologie.

En dernier lieu, il est important de noter que les personnes impliquées dans le développement de cette méthodologie travaillent sur son adaptation afin qu'elle puisse servir comme outil de planification des projets. Ainsi, les aspects de genre, pauvreté et la participation communautaire deviendront des éléments à part entière du projet dès le début de sa mise en œuvre.



Juste avant une séance de travail participatif : le groupement de femmes du village chantent une chanson sur le thème de l'eau

³ Une liste complète des indicateurs utilisés dans le cadre de la MEP se trouve dans le Metguide

Tableau 1 Variables et Indicateurs utilisés au Bénin dans le cadre de l'AEPA

Variables	Sous-Variables	Indicateurs
Service Pérenne	Fonctionnement Efficace	<ul style="list-style-type: none"> Quantité d'eau adéquate selon les hommes et les femmes Qualité de l'eau adéquate selon les hommes et les femmes Connaissance des hommes et des femmes des 'analyses de l'eau' Régularité de la desserte de l'eau selon les hommes et les femmes (h/f)
Utilisation Effective	Accès et Utilisation	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des ménages avec accès au service par h/f/n/d (nantis/démunis) Proportion et types de ménages utilisant le service toute l'année Proportion des ménages qui ont accès à des installations d'assainissement adéquates Adoption de méthodes saines d'évacuation des excréments selon l'âge et le sexe
Approche par la Demande des projets	Approche du projet	<ul style="list-style-type: none"> Qui a initié le projet ? Accès à l'information sur le projet et aux options données
	Satisfaction des Usagers	<ul style="list-style-type: none"> La demande des femmes et hommes démunis est satisfaite La demande des femmes et hommes nantis est satisfaite Rapport coût-avantages pour les femmes et les hommes démunis Rapport coût-avantages pour les femmes et les hommes nantis
Equité et Genre	Répartition des Contributions au départ	<ul style="list-style-type: none"> Répartition des contributions en nature au sein des ménages Répartition des contributions en espèce au sein des ménages
	Répartition des Contributions durant la mise en œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> Répartition des tâches par statut social et entre h/f Répartition des tâches payées et non-payées entre hommes et femmes Partage des coûts pour le service au sein des ménages Partage du travail manuel pour le service au sein des ménages
Gestion Communautaire	Responsabilités	<ul style="list-style-type: none"> Qui travaille pour la gestion du service ? Qui travaille pour les réparations du service ? Qui travaille pour la maintenance du service ?
	Droits et Capacités	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle de la communauté sur les plans et la construction du service Contrôle de la communauté sur le niveau de service Présence et composition d'un comité de gestion Contrôle de la communauté sur la gestion et la maintenance Contrôle de la communauté sur le financement du service Accès aux formations par genre et classe Compte rendu du fonctionnement du service à toute la communauté
Appui Institutionnel	Appui pour une approche par la demande sensible aux aspects de genre et pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie sensible aux aspects genre et pauvreté comme en témoignent les objectifs du service, les stratégies de mise en œuvre et les critères de performance du projet Système de planification et de suivi désagrégé par genre et classe sociale Expertise comme en témoignent le type d'organisations impliquées, les équipes de terrain et l'approche par équipe Renforcement des capacités, appui à la direction et incitations à la performance du personnel
Appui Politique		<ul style="list-style-type: none"> Politique sectorielle nationale pour l'AEPA avec durabilité et équité comme objectifs explicites Degré dans lequel les stratégies sectorielles sont présentes pour guider les réalisations des objectifs politiques et incorporer des perspectives de participation, approche par la demande, genre et pauvreté

3 Méthode et étapes de l'étude

Méthodologie⁴

La MEP a été réalisée à trois niveaux: communautaire, personnel de projet (institutionnel) et politique. Pour chaque niveau un guide d'entretien a été utilisé avec des activités participatives. Les résultats qualitatifs et quantitatifs ont été enregistrés dans des fichiers Excel pour constituer une base de données complète pour chaque village. Ces fichiers ont été ensuite utilisés pour l'analyse quantitative et qualitative des résultats.

Niveau Communautaire

Grâce aux activités participatives et au guide de terrain, les animateurs ont pu, avec la communauté, travailler sur les indicateurs présentés dans le tableau précédent. A la fin de la quatrième journée, les animateurs aidés de quelques participants ont présenté les résultats de leur évaluation à la communauté du village. Cela permet d'entraîner une discussion, souvent animée, sur les conditions d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et d'hygiène. C'est aussi souvent le moment où des propositions d'amélioration de la situation sont discutées.

Niveau Personnel du Projet

La rencontre au niveau institutionnel a eu lieu avec une trentaine de personnes qui ont contribué à la mise en œuvre du projet. Les participants venaient des directions régionales de l'Hydraulique et de l'Hygiène et l'Assainissement de Base, des ONG

ainsi que des comités de gestion. Cette évaluation a duré une journée et a été faite de façon participative. Chaque groupe représenté : social, technique et communautaire s'est exprimé de façon indépendante et les résultats ont reflété les différences de point de vue sur le projet de ces trois catégories de participants. Les résultats ont été présentés, analysés et discutés avec les participants et des explications ont été données par les participants eux mêmes sur leurs différences d'opinion.

Niveau Politique

La rencontre au niveau politique a eu lieu avec les décideurs de la DH et de la DHAB. La rencontre a duré environ 2 heures et nous avons demandé aux participants d'évaluer la stratégie PADEAR qui a guidé la mise en œuvre du projet. Les aspects analysés durant cette évaluation ont été l'approche par la demande, la participation communautaire, les aspects de genre et la pauvreté. Une discussion a eu lieu ensuite sur les résultats de cette évaluation et sur la façon dont ils pourraient être utilisés pour la relecture de la stratégie.

⁴ Pour plus d'informations sur la méthode et le processus employé, veuillez vous référer à l'Annexe 2

4 Les Résultats de l'évaluation au niveau communautaire dans le Zou et l'Atlantique

4.1 Informations sur les 20 villages: Caractéristiques socio-économiques et différences entre la région du Zou et de l'Atlantique

Les populations des villages de notre échantillon sont très variées⁵, s'étendant de 26 habitants pour un village de l'Atlantique à 5019 pour un village du Zou. La population moyenne des 20 villages est de 758 habitants, avec une moyenne inférieure pour l'Atlantique (446 habitants) par rapport au Zou (1071 habitants).

4.1.1 Niveau de Développement Général

Les tableaux ci-dessous indiquent comment les membres interrogés se situent par rapport à plusieurs aspects de développement.

Parmi les 9 villages qui ressentent une sécheresse fréquente, 7 d'entre eux se trouvent dans la région du Zou. Les 2 autres villages sont dans la même sous-préfecture de l'Atlantique: Kpomassè. En ce qui concerne le niveau de développement des villages, 18 sur 20 des villages se situent dans une situation de développement faible. Seulement 2 villages se situent dans une situation de développement intermédiaire, les deux villages sont dans la région de l'Atlantique.

Tableau 2 Répartition des Villages selon les conditions de sécheresse

Désignation	Effectif Village		Proportion (%)
	Zou	Atlantique	
Sécheresse Fréquente	7	2	45 %
Sécheresse Occasionnelle	3	6	45 %
Sécheresse Rare	0	2	10 %
TOTAL	10	10	100 %

Tableau 3 Répartition des Villages selon le niveau de développement

Désignation	Effectif Village		Proportion (%)
	Zou	Atlantique	
Faiblement développé	10	8	90 %
Intermédiaire	0	2	10 %
Assez bien développé	0	0	0 %
TOTAL	10	10	100 %

Ecoles et Centres de Santé

12 villages ont des écoles primaires (6 dans le Zou et 6 dans l'Atlantique) dont 3 ont aussi des maternelles. Il n'y a aucune école secondaire. Sur les 12 écoles, 7 ont accès à un point d'eau dont 2 sont considérés comme non-potables. En ce qui concerne l'assainissement, 10 des écoles sur 12 ont des latrines.

En ce qui concerne les centres de santé, 5 villages (2 dans l'Atlantique et 3 dans le Zou) en sont pourvus. Les 2 villages de l'Atlantique sont ceux qui sont caractérisés par un niveau de développement intermédiaire. Tous les centres de santé ont accès à un point d'eau, néanmoins 4 de ces points d'eau sont dits non potables par le personnel du centre. En ce qui concerne les latrines, 2 centres de santé sur 5 en possèdent (Atlantique).

4.1.2 Classification Sociale

La classification sociale est un outil de la MEP qui permet:

- de mieux comprendre les perceptions des hommes et des femmes du village par rapport à leur statut socio-économique et celles de leurs voisins. Comment font-ils la différence entre ceux qui sont plus ou moins démunis (ou nantis)?
- de guider la communauté dans sa propre classification socio-économique. Une fois les groupes identifiés, ces informations seront utilisées dans les exercices suivants pour désagréger les réponses selon les différents groupes socio-économiques identifiés
- à la communauté de développer une liste d'indicateurs qui seront utilisés pour identifier ceux qui sont considérés comme 'démunis' ou 'nantis' dans leur communauté

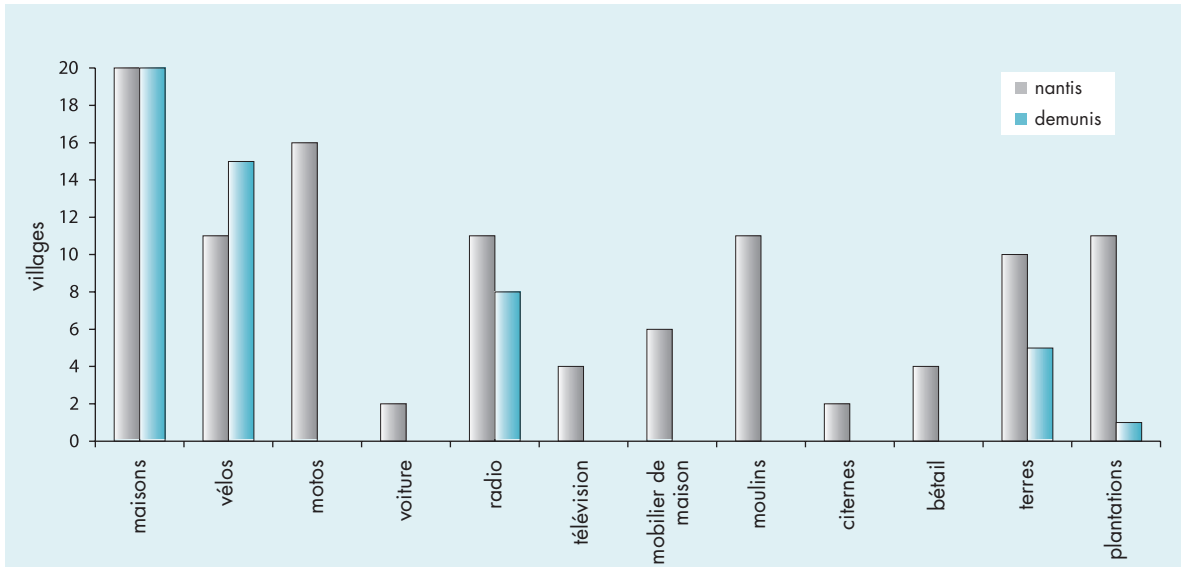
Dans le cadre de notre évaluation au Bénin, deux catégories de population ont été identifiées, appelées en langue locale : **les nantis et les démunis**. Les autres termes utilisés étaient : '*ceux qui ont les mains mouillées*' (*nantis*) et '*ceux qui ont les mains sèches*' (*démunis*).

Le concept de pauvreté est difficile à présenter au départ. Dans la plupart des villages, au début de l'exercice, tous les habitants du village se disent 'pauvres'. Ce n'est qu'après une explication sur la 'pauvreté relative' au sein d'un village que les personnes ont commencé à être plus à l'aise pour faire une auto-identification. La '**pauvreté relative**' est expliquée de la façon suivante : bien que tous les habitants du village se jugent généralement pauvres, il y a ceux qui sont dans une situation (financière ou autre) un peu meilleure que d'autres. Ainsi, les différentes occupations et biens sont listés par les habitants du village et suite à cela un bilan peut être fait par rapport à cette liste pour évaluer qui dans une communauté a le plus de ces critères listés. Ainsi les nantis et les démunis sont identifiés.

Dans cet exercice nous avons surtout tenté d'identifier les nantis dans les communautés, car dans le cadre de notre étude une de nos hypothèses est que les 'nantis' et les hommes sont en grande partie ceux qui prennent les décisions majeures dans le cadre d'un projet, au détriment des démunis et des femmes. Néanmoins, cet outil peut aussi être utilisé pour mettre l'accent sur l'identification des plus pauvres dans une communauté. Ceci serait utile lors de la phase préparatoire d'un projet, pour identifier les plus pauvres dans une communauté ou les régions plus pauvres dans la zone d'intervention d'un projet. Ainsi, dès le départ d'un projet, on peut tenir compte des 'voix' et 'choix' des plus pauvres pour s'assurer que l'approche par la demande est réellement appliquée à toute la communauté.

L'aspect 'pauvreté' est donc traité ici au niveau de chaque communauté et permet aux habitants de définir la richesse (relative) et la pauvreté dans leurs propres termes. Ceci nous a amené à recueillir un grand nombre d'indicateurs, dont beaucoup sont communs entre les villages. Une liste des indicateurs les plus cités par les villages est présentée sur la page suivante.

Graphique 1 Indicateurs cités par les nantis et les démunis pour les 20 villages du Zou et de l'Atlantique



d'autres indicateurs ont été cités: Nombre de repas par jour: les nantis ayant en moyenne 3.2 repas par jour et les démunis 2.1 repas par jour.

Types de travaux: tous font de l'agriculture mais les nantis font aussi souvent du commerce (17/20), du petit élevage (8/20) et de la transformation de produits (7/20). Les démunis ont plutôt des occupations d'artisan ou ouvrier (9/20) et en grande partie ils fournissent de la main d'œuvre payée pour les plus nantis (14/20)

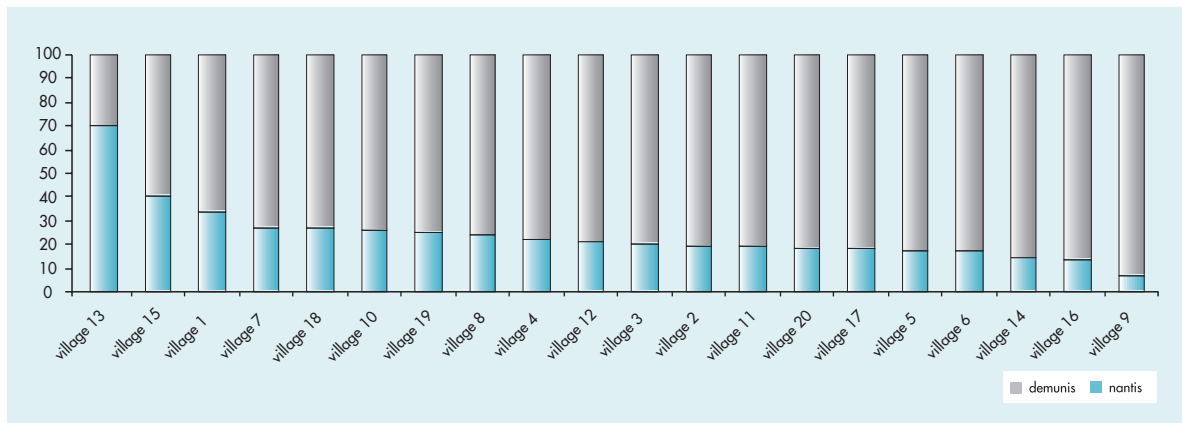
Sécurité: réserves d'argent pour les nantis (15/20)

Santé: moins de maladie pour les nantis (14/20).

Nous pouvons constater que la pauvreté ici est surtout définie par une absence de 'biens', et aussi par une insécurité et une peur de la maladie qui peut réduire une famille dans une pauvreté encore plus grande. Ces critères de pauvreté reflètent la situation trouvée par D. Narayan durant son étude sur la pauvreté : 'Voices of the poor, can anyone hear us ?' (D. Narayan et al, 2000), elle démontre aussi que la pauvreté est multidimensionnelle et varie selon le genre, l'âge, la culture et d'autres critères socio-économiques.

Les résultats de cet exercice montrent que le pourcentage de nantis identifiés dans les 20 villages varie de 7 à 70%. En moyenne le pourcentage de nantis dans un village est de 24%, ou en d'autres termes, moins d'un quart de la population d'un village. En ce qui concerne la comparaison entre les deux régions, dans le Zou la moyenne de nantis est de 26%, contre 21% dans l'Atlantique.

Graphique 2 Pourcentage des ménages démunis et nantis dans les 20 villages du Zou et de l'Atlantique



4.2 Accès et Utilisation des Installations d'AEPA PADEAR

Notre évaluation a porté en premier lieu sur l'accès aux services d'AEPA du projet et leur utilisation, avec pour objectif de répondre à un certain nombre de questions :

L'utilisation des points d'eau a-t-elle changé pour la boisson et la cuisine ? Les formations apportées aux comités de gestion et les informations générales données aux communautés ont-elles permis à celle-ci de mieux utiliser leurs équipements et de se les approprier ? Les aspects genre et pauvreté ont-ils été pris en compte ? Les hommes et les femmes, les nantis et les démunis ont-ils eu un accès équitable aux services ?

4.2.1 Accès des ménages des 20 villages aux installations d'Eau Potable du projet PADEAR et accès aux latrines

L'accès aux points d'eau mis en place par le PADEAR est considéré bon par près de trois quart des ménages (74%). Un accès a été défini comme bon lorsque les ménages ont chaque jour de l'eau pendant le même nombre d'heures et que le point d'eau est situé à une distance inférieure à 200 mètres de leur maison. L'attente au point d'eau est aussi un facteur affectant la qualité de l'accès. 18% des ménages disent avoir un accès limité (le point d'eau étant situé à plus de 200m de la maison). Seulement 8% de la population des communautés interrogées ont un très mauvais accès au point d'eau. Dans la majorité des villages, les raisons données pour expliquer ce mauvais accès sont que la population est trop nombreuse pour un seul point d'eau et donc il y a des longues attentes au point d'eau.

Graphique 3 Accès des ménages des 20 villages aux installations d'eau potable PADEAR

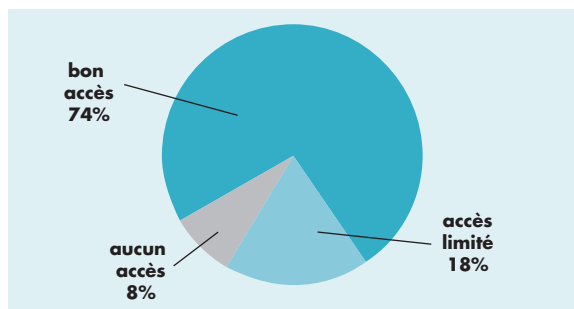


Tableau 4 Répartition du type d'accès aux installations d'eau pour chaque catégorie de population

Catégorie de population	Pourcentage de population par type d'accès		
	Bon	Limité	Mauvais
Nantis	69%	20%	11%
Démunis	75%	17%	8%
Toute la population	74%	18%	8%

D'après le tableau, le projet a réussi à rendre les points d'eau accessibles à un grand nombre d'habitants de la communauté, sans distinction de catégorie de population. Un plus grand pourcentage de démunis (75%) que de nantis (69%) bénéficie d'un bon accès au point d'eau. D'autre part 11% des nantis n'ont pas accès au point d'eau moderne, contre seulement 8% des démunis. Même s'il est difficile d'aller jusqu'à conclure que les démunis bénéficient d'un meilleur accès ; on constate toutefois qu'ils n'ont pas été lésés par rapport aux nantis. Une des raisons pouvant expliquer cet apparent moindre accès des nantis aux points d'eau modernes par rapport aux démunis est qu'ils possèdent des points d'eau privés les dispensant d'aller au point d'eau collectif. Ceci confirme l'importance de la distance comme élément pour comprendre la plus ou moins grande fréquentation du point d'eau moderne.

Nous avons recoupé ces informations avec celles d'un autre exercice participatif qui donne des résultats similaires :

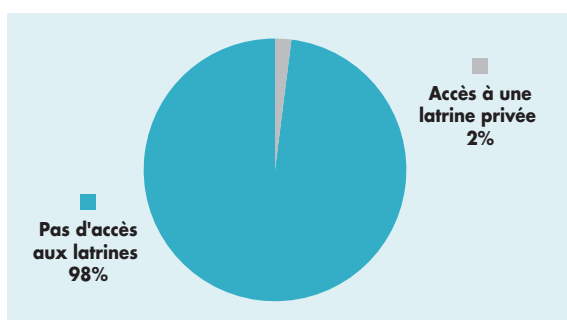
Tableau 5 Accès à l'eau des ménages

Assertion	Nombre de villages ayant voté pour cette assertion
Tous les ménages ont accès au point d'eau	14
Plus de 3/4 des ménages ont accès	4
La moitié des ménages a accès et surtout les nantis	1
Moins d'1/4 des ménages a accès et surtout des nantis	1

Le dernier village a un problème spécifique avec le hameau voisin qui a refusé de cotiser lors de la mise en place du service mais dont les habitants veulent quand même bénéficier du point d'eau. Le comité fait payer les personnes venant du hameau plus cher pour leurs bassines d'eau.

L'accès à l'assainissement privé dans les 20 villages est extrêmement faible. En nombre réel 48 ménages sur 2505 ont accès à des latrines à titre privé, et sur ces 48 ménages, 44 (92%) sont nantis et 4 (8%) sont démunis.

Graphique 4 Accès des ménages des 20 villages aux latrines



En ce qui concerne l'accès aux latrines privées, les résultats sont les suivants :

Les 48 ménages bénéficiant de latrines privées se trouvent dans seulement 11 villages, dans les 9 autres villages il n'y a pas d'assainissement privé. Les villages avec les latrines sont en majorité dans l'Atlantique (9 des 11 villages).

Les communautés ont toutes affirmé que ces latrines ont été construites à titre privé et non par le projet PADEAR. Toutefois, il est difficile de vérifier si ces latrines ont été construites pendant le projet PADEAR car le projet ne prévoyait aucune subvention pour des latrines mais seulement des formations pour les maçons pour construire des latrines et vendre leurs produits. Ainsi, il est possible que certaines de ces latrines aient été construites par ces maçons.

Peu de raisons ont été fournies pour expliquer le faible accès aux latrines, en dehors du coût trop

élevé et du fait que ce n'est pas une priorité pour les communautés puisqu'il y a la brousse.

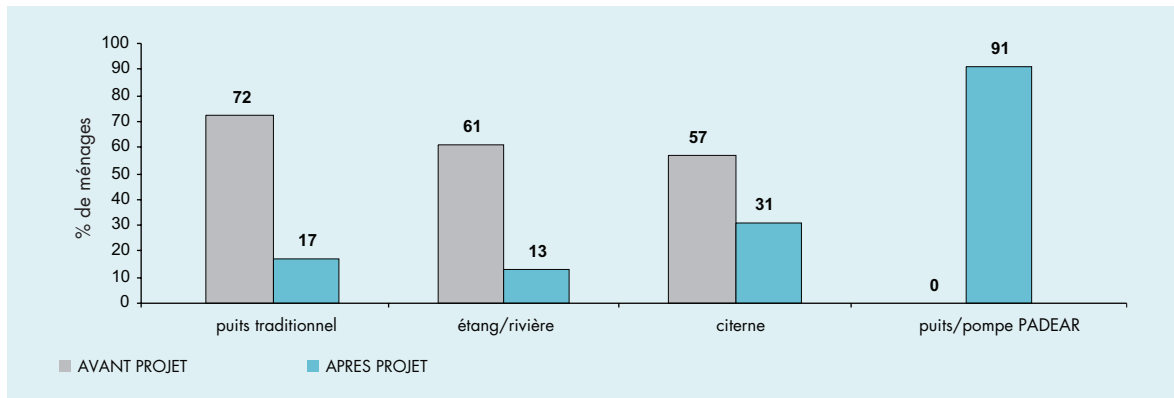
Quand les communautés ont voté sur leur situation par rapport à l'accès à l'assainissement, tous les villages ont dit que moins d'un quart de la population a accès aux latrines et ceux qui ont accès sont en grande partie des nantis, ceci confirme les résultats précédents. Les 9 villages sans latrines n'ont pas voté car il n'y avait pas d'option qui correspondait à leur situation.

4.2.2 Utilisation des différentes sources d'eau dans le village avant et après le projet

Un des aspects clé que nous souhaitons étudier était de voir s'il y avait eu un changement de comportement par rapport à l'utilisation des différents points d'eau des villages. Nous avons donc demandé aux habitants des villages de dresser une liste de tous les types de sources d'eau qui existent dans leurs villages et d'indiquer quelles sources étaient utilisées pour quels usages. Cet exercice est fait deux fois, une fois pour la situation avant le projet et une autre fois pour la situation après le projet. Les changements d'utilisation qui nous intéressent tout particulièrement concernent l'eau de boisson et l'eau pour la cuisine.

Comme le montre le graphique 5, avant que le point d'eau du PADEAR ne soit installé, les ménages utilisaient surtout le puits traditionnel, l'étang ou la rivière ou la citerne pour l'eau de boisson et la cuisine. Après le projet, 91% des ménages ont commencé à utiliser le puits ou la pompe PADEAR, néanmoins, certains d'entre eux n'ont pas arrêté d'utiliser les autres points d'eau pour leur consommation ou pour cuisiner. Il y a eu une baisse importante de l'utilisation du puits traditionnel, de l'étang ou de la rivière, mais un pourcentage important (31%) continue d'utiliser la citerne pour l'eau de boisson et la cuisine. Ce sont le plus souvent les nantis qui continuent d'utiliser les points d'eau comme la citerne ou le puits traditionnel car ce sont les points d'eau privés qui se trouvent dans la cour de leur maison.

Graphique 5 Pourcentage d'utilisation des points d'eau pour la boisson et la cuisine, par les ménages avant et après le projet dans les 20 villages



4.2.3 Utilisation des latrines et lavage des mains parmi les ménages des 20 villages

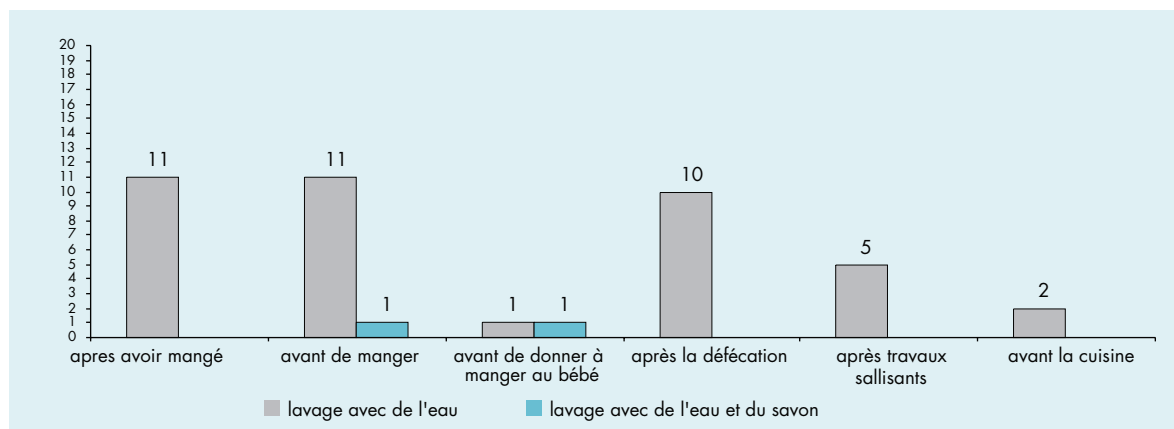
L'utilisation des latrines est très faible, comme nous l'avons déjà vu, seulement 48 ménages répartis dans 11 villages ont accès aux latrines. Parmi ces ménages, au mieux, la moitié des membres utilisent les latrines et ce sont surtout les adultes et les hommes et femmes âgés; les adolescents et enfants préfèrent la brousse. Il est aussi à noter qu'aucun des membres des ménages n'utilisent les latrines en permanence. Les adultes, qui sont souvent dans les champs pour travailler, utilisent la brousse dans ces situations.

En ce qui concerne le lavage des mains, nous souhaitons étudier quelles étaient les habitudes des ménages.

Nous pouvons tout d'abord constater que le lavage des mains n'est pas une habitude répandue dans

tous les villages de notre échantillon. Le lavage des mains avec de l'eau uniquement est pratiqué dans 11 des villages surtout avant et après manger et après la défécation. Le lavage avec des cendres est inexistant, et en ce qui concerne le savon, il n'est utilisé que dans un village, avant de manger et avant de donner à manger au bébé. Dans le village où il y a des ménages qui se lavent les mains avec du savon, ce sont en majorité les femmes qui se lavent les mains avec du savon et en particulier les femmes nanties. Une des raisons avancées par les hommes et les femmes pour expliquer ce manque d'utilisation du savon est qu'il coûte trop cher et qu'ils n'ont pas les moyens pour s'en acheter. D'autres disent qu'ils en utilisent seulement quand leurs mains sont sales, c'est à dire quand il y a des traces de boue ou autre. Si la saleté n'est pas visible, ils ne considèrent pas que leurs mains sont sales.

Graphique 6 Habitudes pour le lavage des mains des ménages dans les 20 villages



4.2.4 Les ménages non-desservis par le point d'eau moderne.

Des entretiens avec des ménages non desservis (3 dans le Zou et 5 dans l'Atlantique) ont été menés dans le cadre de l'évaluation dans huit villages. Ces ménages ont été identifiés grâce à la carte communautaire réalisée par les villageois et aux discussions avec le comité de gestion.

Dans ces huit villages, le nombre de ménages 'non-desservis' s'est élevé à 190. Deux raisons clés ont été citées pour expliquer ce nonaccès: la distance des ménages au point d'eau et le défaut de cotisation au début du projet. Les alternatives utilisées par ces ménages non-desservis sont les suivantes: 33 ménages ont accès à une source d'eau privée comme une citerne ou des puits traditionnels (en majorité les nantis), néanmoins ceux qui n'ont pas accès aux points d'eau privés utilisent les sources publiques suivantes: des puits modernes et traditionnels publics, des citernes publiques, des étangs, rivières et bas-fonds. Ces deux derniers sont surtout utilisés par les ménages (démunis) non-desservis. Des méthodes traditionnelles sont quelquefois utilisées pour purifier l'eau des sources. En ce qui concerne l'accès de ces ménages aux latrines, il est inexistant, la raison principale étant que ce n'est pas une priorité car ils ont la brousse.

4.2.5 Quelques leçons...

Le PADEAR a réussi à donner un accès à l'eau potable à près de trois quart des ménages dans notre échantillon de 20 villages, aussi bien à des ménages considérés comme pauvre ou moins pauvres. Ceci peut être interprété comme une bonne réussite pour le projet et pour la stratégie. L'utilisation de l'eau pour la boisson et la cuisine est aussi un résultat positif car cela démontre un changement de comportement pour l'utilisation d'une eau potable pour la consommation. Néanmoins, il est clair qu'en ce qui concerne l'assainissement, il y a encore beaucoup d'efforts à faire. Il est important de noter que pour les latrines, les ménages n'ont bénéficié d'aucun soutien financier du projet pour acquérir des latrines à titre privé, il n'y a eu aucune subvention. Au lieu

de cela le PADEAR a formé des maçons locaux aux constructions de latrines à faible coût et aux différentes méthodes de marketing. La composante 'assainissement' du projet a aussi pris beaucoup de retard par rapport à la composante eau, rendant le développement parallèle de ces deux composantes au niveau du village plus difficile.

Nous pourrions conclure qu'au niveau du Bénin, les populations ne sont pas encore prêtes à investir dans des latrines car cela n'est pas une priorité. Néanmoins, il n'est pas pour autant suggéré de réintroduire les subventions pour la construction des latrines. Nous avons remarqué que la construction de latrines familiales sans subvention est aussi suivie par les autres projets (PADEAR GTZ et DANIDA). Les études futures sur les autres PADEARS pourront analyser ce développement. Il est suggéré de faire des adaptations des méthodes pour la promotion des latrines et aussi d'offrir aux futurs clients la possibilité d'avoir accès à différents modes de paiement.

En dernier lieu, il y a la promotion et/ou l'éducation à l'hygiène. Durant la mise en œuvre du PADEAR, l'approche utilisée pour traiter des aspects d'hygiène a surtout porté sur l'éducation à l'hygiène avec l'utilisation d'images pédagogiques. Les thèmes traités durant l'éducation à l'hygiène étaient adéquats : les différentes voies de contamination et leurs barrières, l'hygiène de l'eau, l'hygiène corporelle et l'hygiène alimentaire, l'hygiène environnementale, et la prévention de quelques maladies liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Cependant les résultats enregistrés sont assez faibles : peu de ménages se lavent les mains avec de l'eau et encore moins avec du savon. La notion de « sale » est perceptible pour les communautés seulement quand elle est visible.

Le peu de succès obtenu dans cette composante est lié plutôt à la méthode utilisée pour faire passer les messages qu'au contenu des messages eux-mêmes. Les séances d'animation et d'IEC menées par les animateurs avec les communautés étaient faites de manière assez rigide et de façon peu participative. Des adaptations pour une meilleure diffusion des messages, des méthodes plus participatives et des activités de marketing sont à rechercher et à promouvoir.

4.3 Les Comités de Gestion : rôles, responsabilités et formations des hommes et des femmes, nantis et démunis

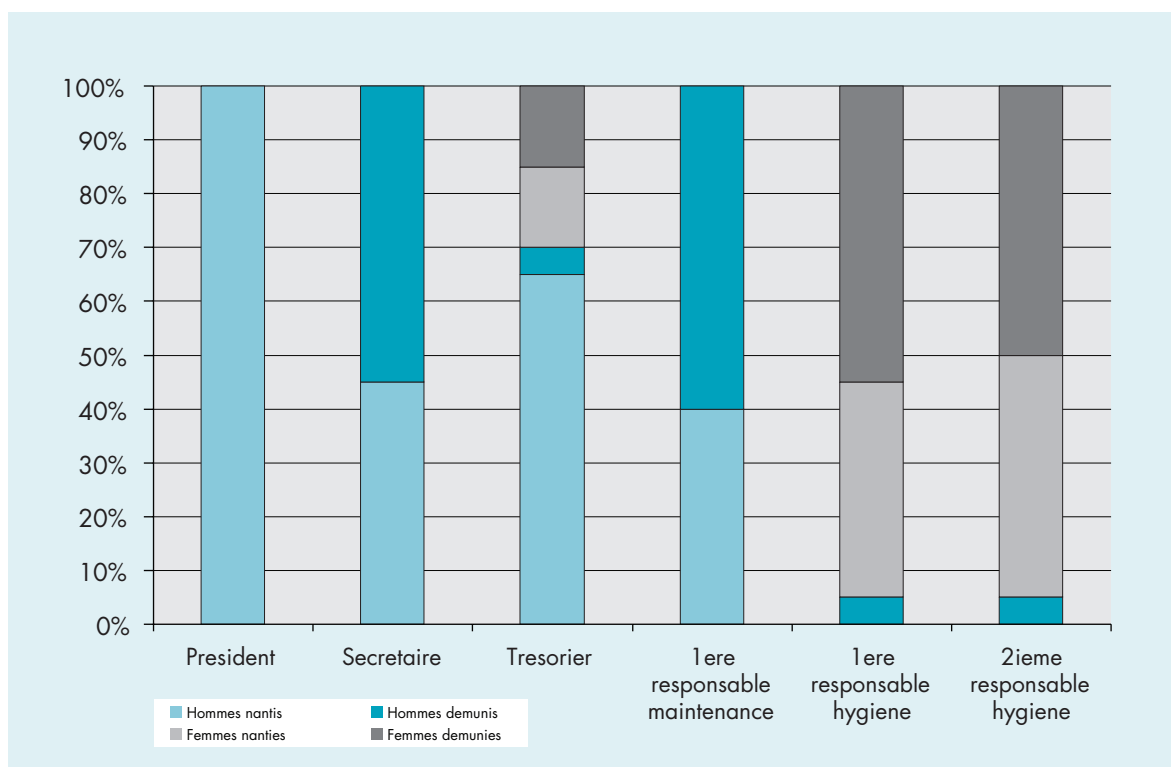
La gestion des points d'eau est faite par des comités de gestion qui, en principe, sont élus de façon démocratique par la communauté. Le comité de gestion est l'organe qui, en accord avec la communauté, prend les décisions déterminantes par rapport à l'emplacement du point d'eau, la vente de l'eau, le prix de l'eau, l'organisation pour la maintenance et les réparations, etc. Ce sont donc des décisions qui affectent tout le village. L'objectif est ici d'étudier la composition du comité de gestion, la répartition des rôles et des responsabilités au sein du comité. La répartition des rôles est-elle équitable? Qui a accès aux formations? Tout le monde ou seulement une catégorie de personnes? Qui a les tâches les plus lourdes et passe le plus de temps à travailler dans le cadre du comité de gestion?

Le graphique ci-dessous montre les différents postes occupés par les hommes et les femmes, démunis et nantis dans les comités de gestion des 20 villages.

Il est apparent dans cet histogramme que les hommes nantis sont fortement représentés dans tous les postes les plus importants. Ils détiennent à 100% le poste de président et viennent en tête pour le rôle de trésorier. Les hommes démunis sont en tête pour les postes de secrétaire et responsable maintenance mais toujours avec une forte représentation par les hommes nantis. Les femmes, aussi bien nanties que démunies ont des rôles de trésorière dans 6 des villages. Aucune femme, nantie ou démunie n'a un rôle de président, de secrétaire ou de responsable maintenance. Les rôles des responsables hygiène sont presque entièrement tenus par des femmes (nanties et démunies).

La situation représentée ici est assez déséquilibrée et peut éventuellement amener à un service moins pérenne comme l'a préalablement démontré l'étude globale du MEP. Les deux postes les plus importants dans les comités de gestion, c'est à dire ceux qui

Graphique 7 Représentation des hommes et des femmes, nantis et démunis, dans les différents postes du comité de gestion



donnent le plus de contrôle sur les services et le plus de pouvoir de décision, sont tous les deux tenus par des hommes (président et secrétaire). Si ces hommes ne représentent pas de façon raisonnable l'intérêt des femmes, celles-ci auront peu de pouvoir de décisions sur le service, et donc le service risque d'être moins bien soutenu par les femmes elles-mêmes. Comme le veut la 'tradition', les femmes sont les seules à s'occuper de l'hygiène, un rôle qui est perçu par la communauté comme ayant un statut social bas et ne permettant pas d'accéder aux décisions pour la gestion du service.

Dans le cadre de ce projet, les membres des comités de gestion ont été formés aux différentes tâches nécessaires pour accomplir leurs rôles dans le comité de gestion. Nous avons résumé la répartition des formations selon la classe sociale et le genre dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 Accès à la formation selon le genre et la classe sociale

Formations	Hommes nantis	Hommes démunis	Femmes nanties	Femmes démunies	Total
<i>Compétences techniques</i>	7	5	3	2	17
<i>Constructions; O&M; Réparations</i>	13	14	4	3	34
<i>Techniques de gestion / leadership</i>	39	11	5	4	59
<i>Aspects hygiéniques et sanitaires</i>	12	6	16	13	47
Total	71	36	28	22	157
Proportion (%)	45%	23%	18%	14%	100%

sont aussi intéressantes, les formations dites 'techniques', de leadership, de construction et réparations ont été en grande partie reçues par les hommes, tandis que les femmes reçoivent en majorité les formations qui concernent les aspects hygiène et peu de femmes bénéficient des formations 'techniques'. Il est intéressant de noter que les hommes nantis sont aussi fortement présents dans la formation sur les aspects hygiène tandis que dans le comité ils n'utilisent jamais ces compétences.

4.3.1 Accès à la formation selon le genre et la classe sociale

On constate que la répartition des formations entre les différentes catégories est cohérente avec la composition du comité de gestion. Au total, les hommes (nantis puis démunis) ont bénéficié de 68% des formations, contre un peu plus de 30% des formations pour les femmes (nanties puis démunies). Les différences entre les types de formations reçues par les hommes et les femmes

Quand nous avons fait voter les ménages interrogés sur la question de l'équité pour l'accès aux formations pour les hommes et les femmes, nantis et démunis, la moitié des ménages ont répondu que l'accès aux formations n'était pas équitable. Les explications données pour ces inégalités étaient souvent que la décision concernant l'accès aux formations n'appartenait pas à la communauté mais aux formateurs du PADEAR (Dans le cadre du projet c'étaient les ONG qui étaient responsables de tout le processus d'intermédiation sociale).

4.4 Les Comités de Gestion : hiérarchisation des tâches du comité de gestion et temps consacré à ces différentes tâches

Nous avons demandé aux participants (aussi bien les membres du comité de gestion que des membres de la communauté) de lister les différentes tâches exécutées par les membres du comité de gestion et de voter pour indiquer l'importance qu'ils accordaient à chacune de ces tâches.

Les 3 tâches les plus importantes ont été: Trésorerie, Maintenance & Entretien, Nettoyage du puits/pompe, et les moins importantes : Secrétariat, Nettoyage du puits/pompe et L'Hygiène et la Santé. Il est intéressant de noter que le nettoyage est aussi bien considéré comme une tâche importante que peu importante. De plus, les résultats précédents sont confirmés: les hommes sont surtout actifs dans la trésorerie et l'entretien et les femmes dans le nettoyage, l'hygiène et la santé. Le seul poste qui n'est pas considéré important et qui est tenu en majorité par des hommes est celui de secrétaire, il faut préciser que ce sont en grande partie des hommes démunis qui occupent ce poste. Certaines tâches, perçues comme importantes par la communauté, renforcent le statut social des personnes qui les occupent.

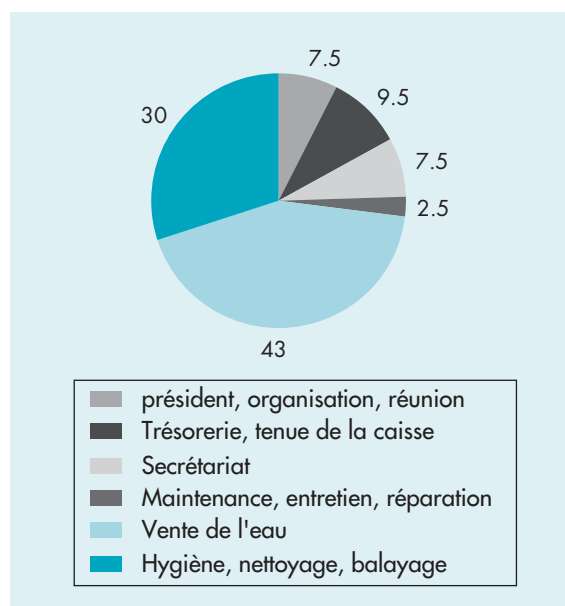
Un dernier aspect intéressant dans la gestion communautaire se rapporte au temps consacré aux différentes tâches et par les différentes catégories de personnes.

D'après ce diagramme, la tâche qui prend le plus de temps (43%) est la vente de l'eau (souvent effectuée par une femme mais qui n'appartient pas au comité de gestion), puis l'hygiène et le nettoyage (30%) effectués exclusivement par des femmes.

Quelques Leçons...

Etablir plus d'équité entre les hommes et les femmes dans le comité de gestion reste un défi. Comme nous l'avons vu, les femmes ont tendance à occuper les postes avec le moins de pouvoir de décision, elles ont moins accès aux formations comparé aux

Graphique 8 Division des tâches par temps



hommes et les tâches dont elles sont responsables, en grande partie le nettoyage, sont généralement les moins respectées et prennent le plus de temps.

Une suggestion pour le futur pourrait être de porter plus d'attention à la composition du comité de gestion dans les règles du projet et surtout aux aspects genre. Le choix des personnes qui recevront la formation est influencé par la composition du comité de gestion, mais aussi par le personnel du projet ou les structures d'intermédiation sociale qui font des choix sans consulter la communauté et sans faire attention aux problèmes d'équité. Une observation pertinente faite par plusieurs participants est qu'il ne suffit pas de former les membres des comités de gestion mais qu'il faut ouvrir l'accès à ces formations à un plus grand groupe de la communauté. Ainsi, quand les membres des comités de gestion partent ou ne sont plus actifs, d'autres peuvent prendre la suite. Une suggestion que nous pourrions faire pour les PADEAR à venir serait de mettre l'accent sur la formation des hommes et des femmes à tous les types de tâches et de commencer à rendre les différents postes ouverts aussi bien aux hommes qu'aux femmes.

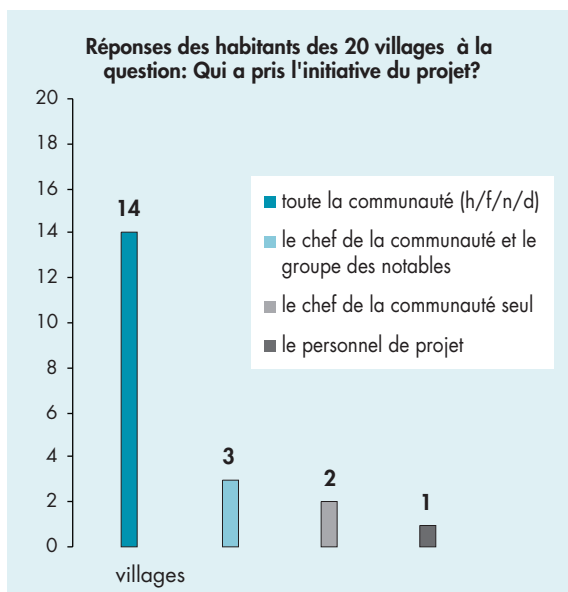
Il est intéressant de noter que les inégalités dans les comités de gestion sont plus grandes au niveau des aspects genre qu'au niveau des aspects pauvreté. La différence entre les hommes et les femmes est très grande, elle est moins importante entre nantis et démunis. La différence entre nantis et démunis se voit surtout parmi les hommes et moins parmi les femmes.

4.5 L'approche par la demande : les choix des membres de la communauté dans la mise en œuvre de leurs services d'AEPA

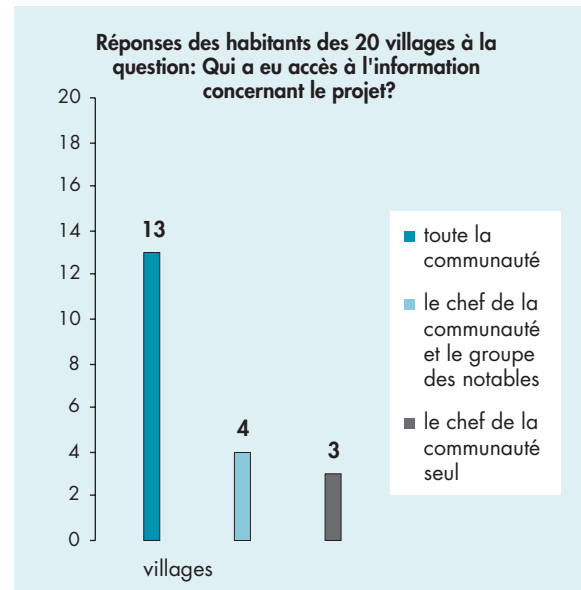
Le projet PADEAR est l'un des premiers projets au Bénin à mettre en œuvre une approche par la demande. Les communautés sont désormais responsables pour prendre des décisions par rapport à leurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Dans le cadre de notre étude, nous souhaitons voir si les communautés trouvaient que chacun avait effectivement eu la possibilité de faire entendre sa voix et de faire un choix pour la mise en œuvre de son service d'AEPA. Est-ce que tous les membres de la communauté ont eu la possibilité de se faire entendre, ou seulement quelques personnes dans la communauté comme les chefs de village, ou bien toutes les décisions étaient-elles prises par le personnel de projet?

4.5.1 Au début du Projet.....

Graphique 9 Qui a pris l'Initiative du projet ?



Graphique 10 Qui a eu accès à l'information concernant le projet ?

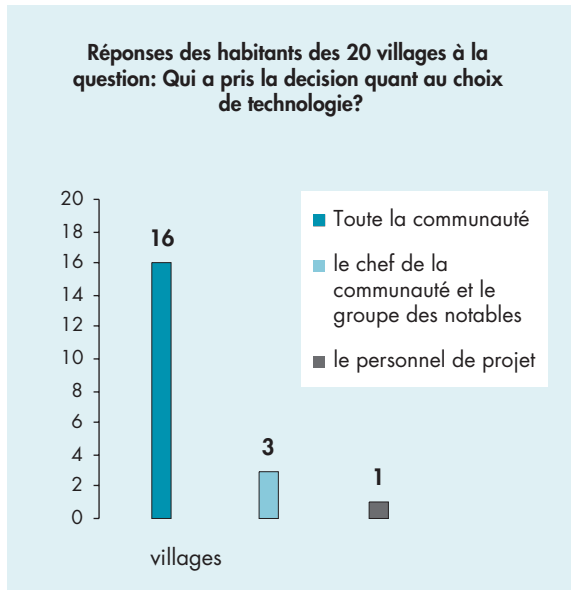


Les réponses nous confirment que dans une majorité de cas toute la communauté était informée du projet (13/20 villages) et qu'elle en a pris l'initiative (14/20 villages). Environ un quart des villages a dit que c'était le chef de la communauté et le groupe des notables qui ont été le plus concernés par l'information et l'initiative du projet.

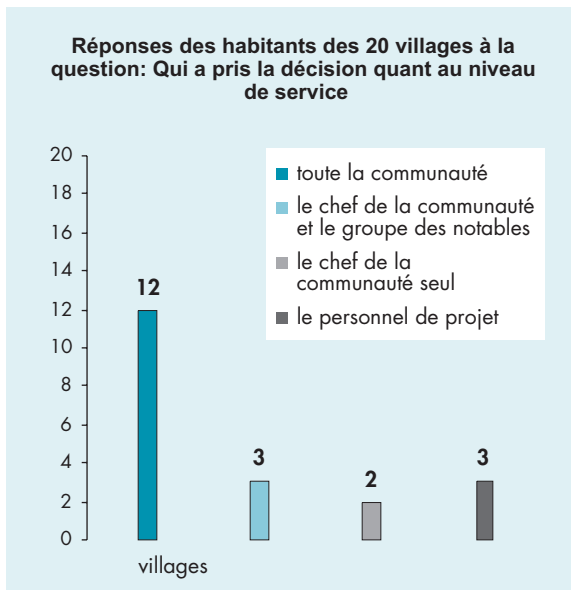
4.5.2 Quel sera le type de service ?

Le projet a offert aux communautés des villages qui ont participé, de décider du type de service dont ils voulaient: le type de technologie, le niveau de service, et l'emplacement du point d'eau. Les résultats sont présentés dans les tableaux suivants:

Graphique 11 Qui a pris la décision quant au choix de la technologie ?



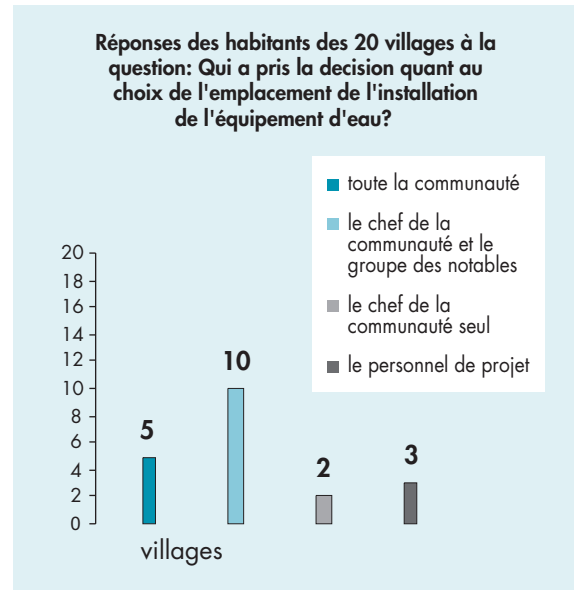
Graphique 12 Qui a pris la décision quant au niveau de service?



Comme le montrent les graphiques ci-dessus, les habitants pensent en grande majorité (16 villages sur 20) avoir fait le choix en ce qui concerne la technologie. Cependant pour le niveau de service

(coût en fonction du degré de sophistication de l'ouvrage et nombre de personnes par point d'eau) seulement un peu plus de la moitié des ménages des villages interrogés pensent avoir eu leur mot à dire et que c'est plutôt le personnel de projet ou le chef de la communauté avec le groupe des notables qui ont pris cette décision.

Graphique 13 Qui a pris la décision quant à l'emplacement du point d'eau ?

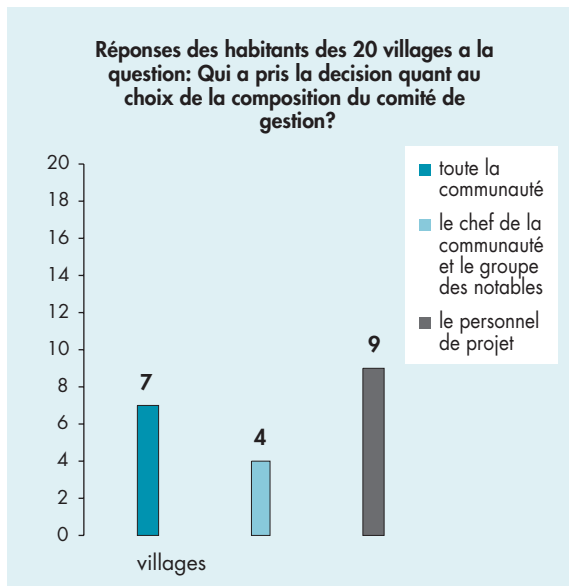


Nous pouvons constater que les habitants pensent avoir eu peu de choix pour l'emplacement du point d'eau (1 village sur 4). En effet, seulement 5 villages ont répondu qu'ils ont eu un rôle dans la décision de l'emplacement du point d'eau. 50% des villages ont répondu que c'était surtout le chef de village avec les notables qui ont pris cette décision.

4.5.3 La Gestion des équipements

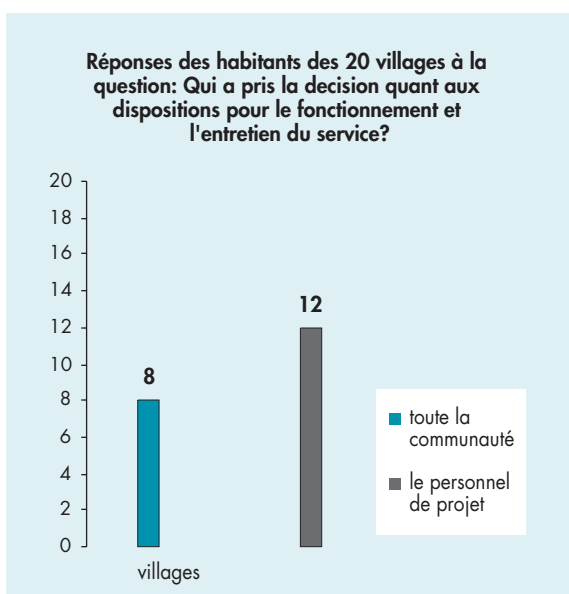
Les services doivent être gérés par le comité de gestion qui représente la communauté, cependant, est-ce vraiment le cas ? Qui prend les décisions sur tous les autres aspects de gestion comme le fonctionnement et l'entretien, le financement, les formations et le compte rendu des réunions? Tous ces aspects sont cruciaux dans une approche par la demande, et l'étude globale de la MEP a démontré qu'ils avaient une importance déterminante pour la pérennisation des systèmes d'AEP.

Graphique 14 Qui a pris la décision quant à la composition du comité de gestion ?



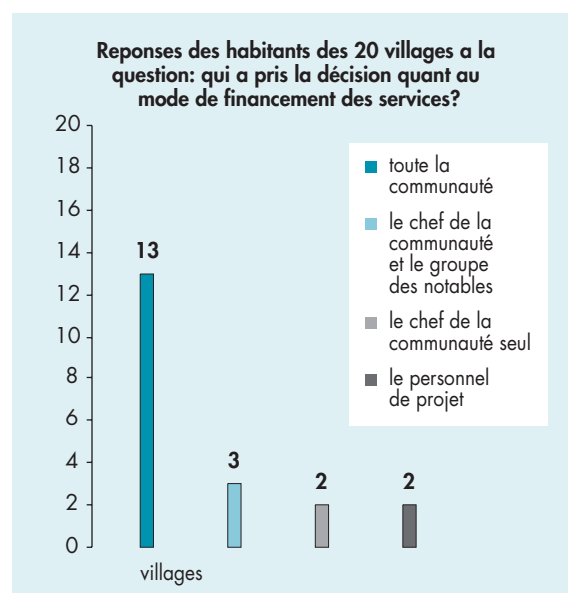
Il est intéressant de noter qu'en majorité les ménages interrogés trouvent qu'ils ont eu peu de choix dans la composition des comités de gestion, et que selon les hommes et les femmes de la communauté, c'est en grande partie le personnel de projet qui a décidé pour eux, ou bien le chef de la communauté et le groupe des notables. Une majorité de ces villages se trouvent dans le Zou (9 / 13 villages).

Graphique 15 Qui a pris la décision quant à l'organisation pour le fonctionnement et l'entretien du point d'eau ?



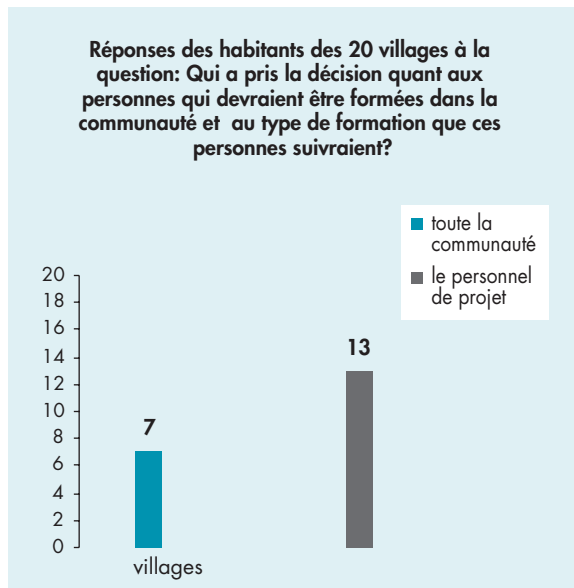
La majorité des ménages des villages interrogés (12/20) ont eu l'impression que c'est le personnel de projet qui a pris la décision sur le fonctionnement et l'entretien et non la communauté représentée par le comité de gestion. Il est intéressant de noter que 8 de ces 12 villages se trouvent dans le Zou.

Graphique 16 Qui a pris la décision quant au mode de financement pour le service ?



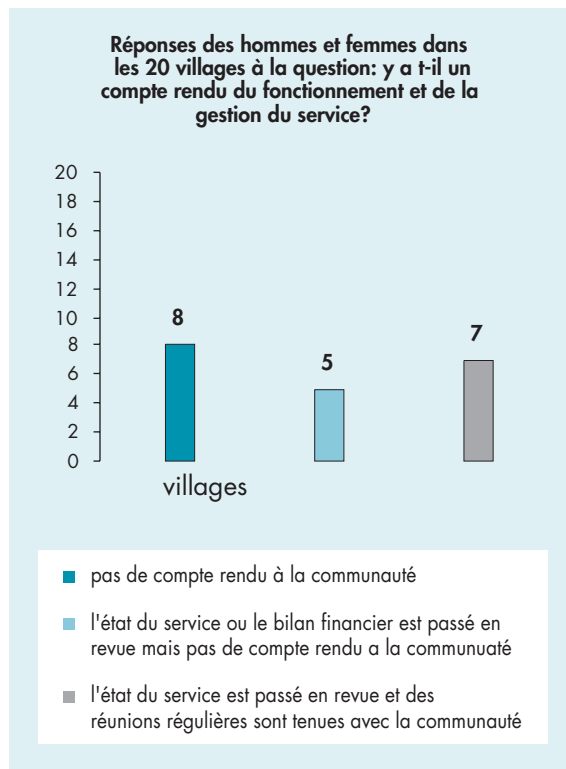
La contribution financière des communautés est une condition nécessaire pour pouvoir bénéficier du projet. 13 des 20 villages ont dit que c'est la communauté dans son ensemble qui a décidé de participer à l'investissement initial. Cependant, dans 5 villages les ménages disent que c'est le chef du village seul ou avec le groupe des leader qui a pris cette décision. Dans ces cas spécifiques, c'est en effet le chef de village ou les notables qui ont fait un apport financier important pour pouvoir avoir accès au projet. Il est intéressant de noter que les villages du Zou ont eu beaucoup moins de mal pour mettre en place leurs contributions financières que les villages de l'Atlantique. Les ménages des villages de l'Atlantique ont plutôt eu recours aux apports financiers de quelques ménages nantis du village.

Graphique 17 Qui a pris la décision quant aux personnes qui devraient être formées ?



Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre précédent, les personnes formées sont uniquement les membres des comités de gestion et le choix de ces personnes et de leur type de formation dépend du rôle qu'elles occupent dans le comité de gestion mais aussi de la bonne volonté des formateurs. Les femmes, qui s'occupent en grande majorité des questions d'hygiène, ont peu de chance d'être formées aux réparations si elles n'occupent pas ce poste dans les comités de gestion.

Graphique 18 Y-a-t-il un compte rendu de la gestion par le comité de gestion ?



Il semble que le compte rendu soit fait de façon assez irrégulière, dans seulement 7 villages les participants disent être généralement contents du compte rendu. Mais dans une majorité de cas le compte rendu est fait au mieux tous les trois mois et dans plusieurs cas tous les 6 mois ou 1 fois par an ou pas du tout (8 villages).

4.5.4 Quelles sont les leçons ?

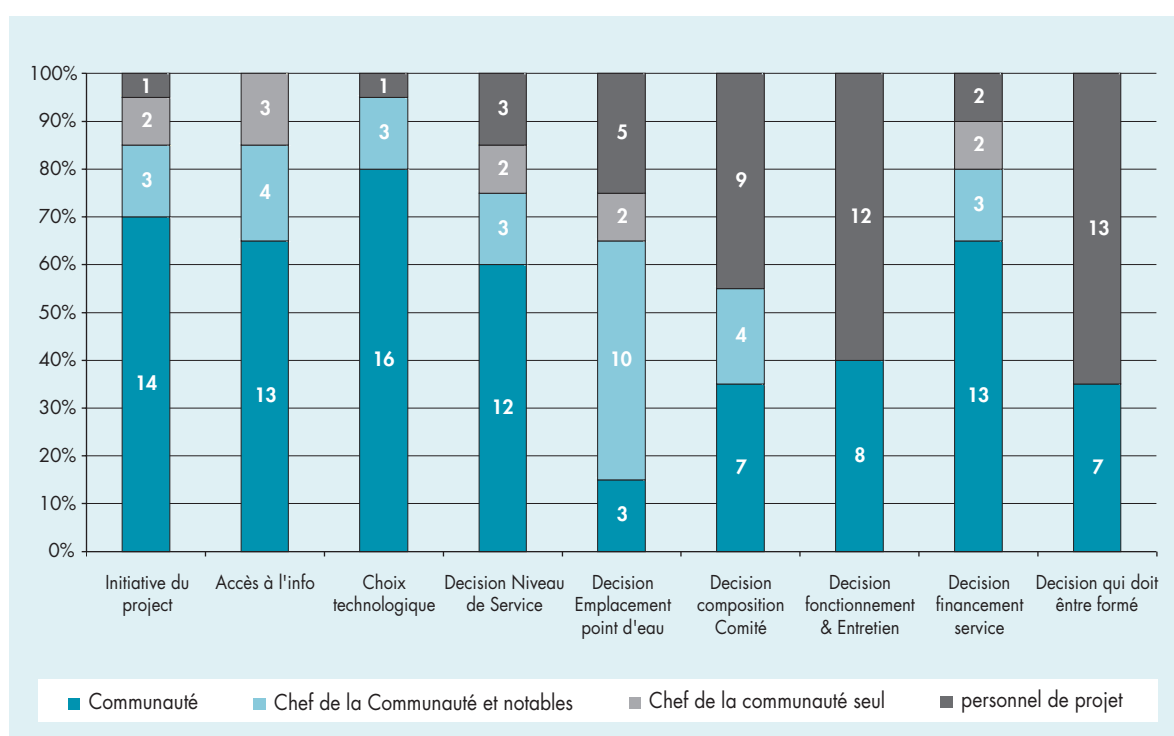
Les résultats obtenus permettent de voir si le concept de l'approche par la demande a vraiment été adopté et appliqué, et ce, d'après l'avis même des populations concernées. Pour notre analyse voyez ci-dessous un tableau récapitulatif des résultats présentés.

Nous pouvons constater que le fait d'exiger une participation financière des villageois a eu l'effet désiré, c'est à dire responsabiliser les villageois et leur donner le choix de décider s'ils veulent vraiment

du point d'eau et que près de la moitié des villages pensent que la communauté n'a pas été invitée à prendre part aux décisions concernant le fonctionnement et l'entretien du service, ou les questions de formation ainsi que la composition du comité de gestion, ce qui rend les décisions prises par ce comité discutables par la communauté.

La dernière question sur le compte rendu de la gestion nous indique que les comités de gestion ne se sentent pas réellement responsables devant la

Graphique 19 Les leçons de l'approche par la demande



faire partie du projet. D'autre part, ils pensent avoir reçu suffisamment d'informations pour prendre des décisions, et ont eu surtout leur mot à dire dans le choix des technologies, le niveau de service et le financement du service. Il semble donc que les communautés ont été étroitement impliquées aux décisions en ce qui concerne la première phase du projet, mais ensuite, les décisions ont été de plus en plus prises par les élites de la communauté ou le personnel de projet.

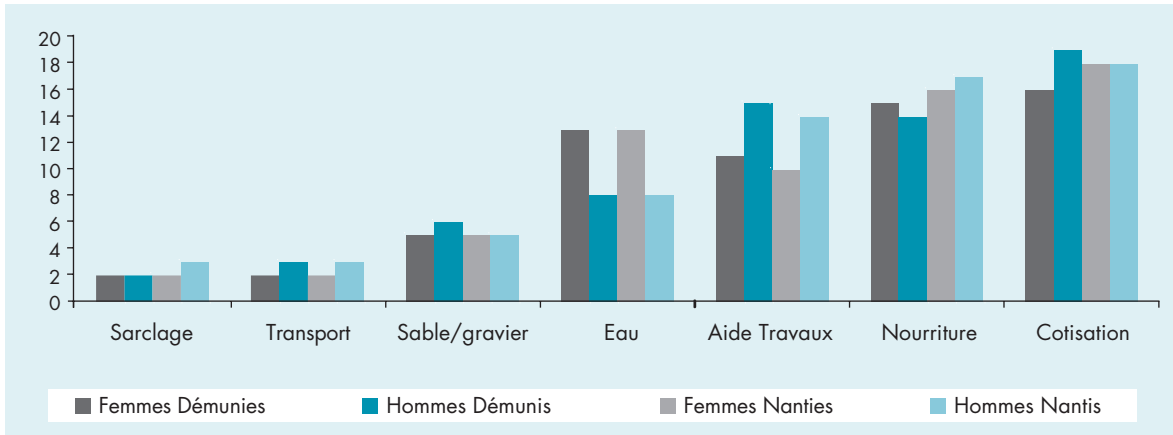
Il est intéressant de constater que près de trois-quart des villages pensent que la communauté n'a pas eu son mot à dire dans le choix de l'emplacement

communauté. Selon les communautés c'est souvent le personnel de projet qui prend les décisions concernant la gestion et la formation. Le personnel de projet, en occurrence les ONG, sont le 'visage' du projet, et elles tendent à favoriser certains choix.

Nous avons comparé les résultats de ces dernières questions avec ceux de l'ensemble de l'étude. On constate que les villages qui ont obtenu les meilleurs résultats à ce niveau, donc dans lesquels la communauté intervient le plus dans les choix et les décisions, ont également obtenu les meilleurs résultats au niveau global ce qui correspond à une plus grande pérennité des équipements.

4.6 Contributions : qui contribue à quoi et combien ?

Graphique 20 Contributions des hommes et des femmes, nantis et démunis des 20 villages à la mise en place du service d’approvisionnement en Eau



Des exercices réalisés sur les 20 villages ont permis de répondre aux questions suivantes: combien les hommes et les femmes contribuent-ils en espèce et en nature pour le service d’approvisionnement en eau? Y a-t-il des différences entre les nantis et les démunis? Les résultats doivent donner la possibilité d’analyser les inégalités dans la répartition des contributions au sein des ménages.

Tout d’abord les participants ont fait une liste des différents apports des ménages pour la mise en place du nouveau point d’eau. Nous avons alors demandé aux différents groupes femmes et hommes, nantis et démunis de désigner et quantifier les apports de chacun.

Comme nous pouvons le constater, les types d’apports les plus fréquents pour tous les groupes sont la cotisation suivie par la nourriture. Environ trois quart des villages apportent aussi de l’eau et aident aux travaux de construction. Les apports en matériaux comme le sable et le gravier sont beaucoup moins importants que le transport et le sarclage. Des différences selon le genre sont seulement visibles dans les apports d’eau pour lesquels les hommes semblent contribuer moins que les femmes. Par contre les hommes apportent plus d’aide aux travaux que les femmes. Il n’y a pas vraiment de différence entre les apports des nantis et des démunis.

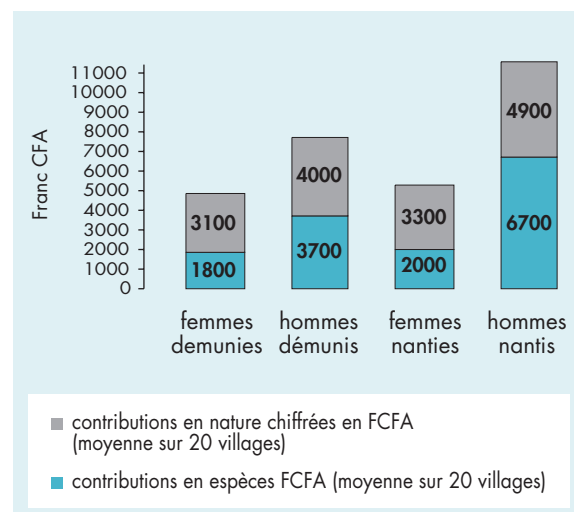
Il est intéressant de noter que dans ce dernier exercice les ménages perçoivent leurs apports en

cotisation de façon assez égale. Néanmoins, dans le tableau qui suit nous allons voir que les contributions, une fois chiffrées, sont très différentes.

4.6.1 Moyenne des contributions en espèce⁶ et nature par homme, femme, démunis et nantis

Le graphique ci-dessous est issu d’un exercice dans lequel nous avons demandé aux participants de chiffrer leurs apports. Tout d’abord ils chiffrant la contribution en espèce, puis les autres apports, tels que le matériel et la main d’œuvre. Le graphique qui ressort de cet exercice montre une situation dans

Graphique 21 Contribution en nature et en espèce des hommes et femmes, nantis et démunis au projet



⁶ Au moment d’écrire, 1 Dollar US est égale à 754 Franc CFA

laquelle les femmes contribuent moins que les hommes et les démunis moins que les nantis tous types de contributions confondus, avec un écart plus important entre les hommes et les femmes qu'entre les nantis et les démunis. Néanmoins, la différence est assez grande entre les hommes nantis et démunis pour les contributions en espèce.

Pour les contributions en nature, il y a aussi un écart entre les hommes et les femmes, mais surtout entre les hommes nantis et les autres groupes. Pourtant quand on regarde le graphique sur les contributions en général, les hommes nantis ne contribuent pas beaucoup plus que les femmes nanties, à part pour les travaux et inversement, les femmes contribuent plus pour l'eau. Il se peut que les hommes nantis surestiment leurs apports par rapport aux autres groupes, et en particulier pour les travaux.

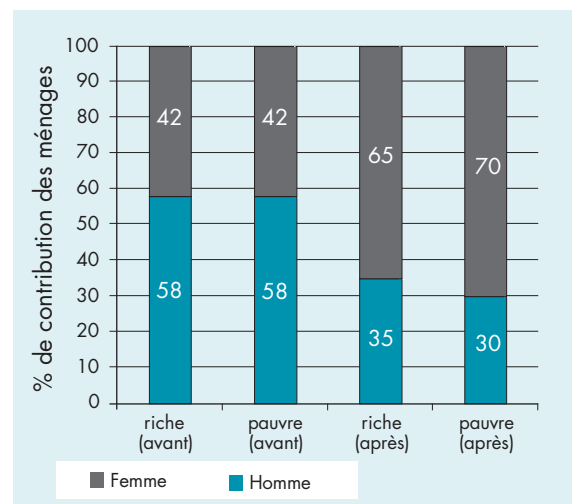
Nous pouvons donc conclure que, quantitativement, les apports en nature sont assez équitablement répartis entre hommes et femmes et, qu'en espèce, ils dépendent des capacités des différents groupes.

4.6.2 Répartition des contributions au sein des ménages

Nous avons vu que dans les villages, les contributions des ménages nantis et démunis, des hommes et des femmes sont assez équitablement partagées, mais quand on regarde à l'intérieur du ménage, cette équité, est-elle maintenue? Y a-t-il eu des évolutions dans la répartition ou le montant des contributions avant et pendant le projet?

Les résultats sur le partage des contributions entre les hommes et les femmes au sein du ménage sont résumés dans le graphique 22.

Graphique 22 Moyenne des contribution dans les 20 villages au sein des ménages avant et après le projet pour le service d'eau



Les participants ont chacun réparti 100 graines entre les différentes catégories de personnes pour illustrer la répartition des contributions entre ces catégories, avant et après le projet. Avant le projet, les hommes (nantis et démunis) contribuaient en général un peu plus que les femmes pour le service d'approvisionnement en eau. Ceci comprend aussi bien les charges financières et les tâches liées au service d'approvisionnement en eau. Après la mise en place du service, la situation a fortement basculé, la part de contribution des femmes (nanties et démunies) correspond à près de 60% du total des contributions. Elles contribuent non-seulement plus que les hommes, mais elles contribuent plus que les hommes avant que le projet n'arrive. Cette augmentation est surtout due à l'arrivée de nouveaux travaux avec le projet comme le nettoyage autour du point d'eau. De même, peu de villages vendaient l'eau auparavant, ceci a aussi considérablement augmenté les coûts du service d'eau qui sont souvent à la charge des femmes.

En ce qui concerne le paiement de l'eau, dans 5 villages, les hommes et les femmes démunis bénéficient d'un tarif moins élevé que les autres ménages, néanmoins on ne sait pas quel est ce tarif. En général, les ménages dans la plupart des villages paient 5 FCFA la bassine de 25 à 30 litres. Les prix pour une bassine de 25 à 30 litres sont toujours entre 5 et 15 francs CFA.

Quasiment tous les villages (19 sur 20) répondent que ce sont les femmes qui paient plus souvent que les hommes pour l'eau.

4.7 Satisfaction des hommes et des femmes, nantis et démunis, par rapport à leurs services

La satisfaction des communautés est un bon indicateur pour évaluer la pérennité des services. Quand le service est apprécié par la communauté et que les bénéfices qu'elle en tire sont égaux ou même supérieurs à leurs attentes, alors la communauté fera des efforts pour maintenir ce service en bon état et s'assurer que, en cas de pannes, celles-ci soient réparées rapidement.



Une des animatrices demande au groupe de femmes leur satisfaction avec la quantité d'eau du nouveau ouvrage

4.7.1 Qualité, Quantité et Régularité de l'eau: Opinion des hommes et des femmes

L'appréciation des hommes et des femmes concernant la qualité et la quantité d'eau et la régularité du service a été faite à côté du point d'eau, en utilisant une corde graduée de 0 à 100, avec d'un côté du 0, un dessin d'un visage très mécontent et à l'opposé, au niveau du 100, un dessin avec un visage heureux. Nous avons demandé aux hommes et aux femmes de se placer en fonction de leur degré de satisfaction le long de cette corde pour nous donner leur opinion, puis de nous l'expliquer.

a) Quantité d'Eau

Dans 9 des 20 villages, les femmes sont d'accord pour dire que la quantité d'eau du nouveau point d'eau est satisfaisante. Sept de ces villages se trouvent dans l'Atlantique. Dans les 11 villages restant, l'appréciation diffère, dans 4 villages les femmes ont pu se mettre d'accord sur le manque plus ou moins grand d'eau. Dans les sept autres villages les femmes n'ont pas pu se mettre d'accord. Leur appréciation par rapport à la quantité d'eau dépend souvent de la distance de leurs maisons au point d'eau, quand elles en sont éloignées, en général les femmes disent que l'eau ne suffit pas, car elles se retrouvent souvent à la fin de longues files d'attentes. En général, dans

ces villages elles sont plus ou moins d'accord pour dire que l'eau ne suffit pas toujours pour tout le quartier (surtout dans les villages du Zou où les files d'attente sont particulièrement longues). L'opinion des hommes sur la quantité d'eau rejoint celle des femmes mais en général ils sont plus contents qu'elles.

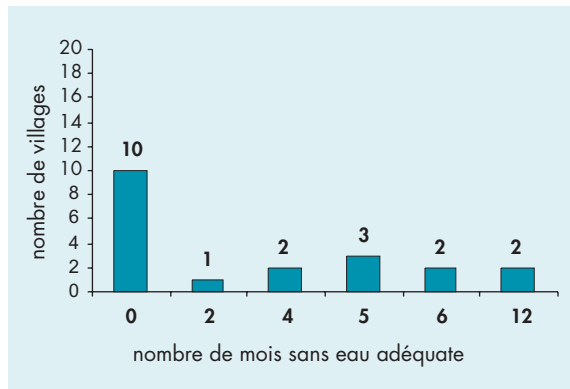
Le problème qui se pose est que le nombre d'ouvrages ne suffit plus pour la population et ceci entraîne une longue attente au point d'eau. Plusieurs personnes interviewées parmi les villages, surtout dans le Zou, ont mentionné la nécessité d'un autre point d'eau. En effet, beaucoup de hameaux et de villages des alentours viennent prendre l'eau au point d'eau et donc le submergent.

Le tableau ci-dessous résume les réponses des 20 villages à la question : durant combien de mois dans l'année l'eau ne suffit-elle pas pour les besoins domestiques essentiels?

Tous les villages qui ressentent un manque d'eau se trouvent dans le Zou. Seulement deux villages dans l'Atlantique ont déclaré ne pas avoir suffisamment d'eau pendant 5 mois de l'année.

Les activités pour lesquelles l'eau ne suffit pas sont tout d'abord la lessive (10/20), le bain (6/20) et la cuisine (5/20). 5 villages disent que l'eau ne suffit pas toujours pour la boisson (3 dans le Zou et 2 dans l'Atlantique).

Graphique 23 Fiabilité de l'Eau



Le manque d'eau est accentué durant les mois de sécheresse pendant lesquels les sources d'eau alternatives tarissent. Le point d'eau PADEAR devient alors souvent le seul pour quasiment tous les usages, et la quantité d'eau devient insuffisante pour la population.

b) Qualité de l'Eau

En ce qui concerne la qualité de l'eau, la majorité des villageois sont d'accord sur le fait que la qualité de l'eau de la nouvelle pompe ou du nouveau puits est très bonne. Dans seulement 3 villages il y a des groupes de femmes et d'hommes qui ne sont pas du même avis par rapport à la qualité de l'eau. Dans un village les femmes ne sont pas d'accord car elles trouvent que l'eau est trouble et dans deux autres villages les hommes ont dit qu'il y avait à un moment des larves dans l'eau et ils ont averti l'animateur de l'ONG. En ce qui concerne les usages, l'eau est bonne pour tous les usages selon les hommes et les femmes.

Cependant, seulement 8 villages (dont 7 dans l'Atlantique) disent savoir qu'une analyse de l'eau a eu lieu au début de la mise en service du point d'eau. Les 12 autres villages disent ne pas savoir, mais que selon eux il n'y a pas eu d'analyse de l'eau.

c) Régularité de l'Alimentation en Eau

L'alimentation en eau est jugée régulière par les hommes et les femmes dans 18 des villages interrogés. Dans 2 villages seulement la régularité est critiquée à cause de l'attroupement autour du point d'eau. Les femmes disent qu'en général elles ont une influence sur les horaires d'ouverture et

de fermeture du point d'eau. Dans 2 villages les femmes disent que ce sont les hommes qui décident. En général la flexibilité des heures d'ouverture est grande, avec des points d'eau qui restent ouverts jusqu'à très tard la nuit pour que tout le monde puisse être servi. Néanmoins, l'attente au point d'eau est toujours très longue et sept villages ont mentionné la nécessité d'un autre point d'eau pour améliorer la situation.

4.7.2 Avantages Pratiques et Stratégiques : quelle est la valeur que les communautés accordent à leur point d'eau par rapport à l'investissement consenti?

Quels avantages (ou désavantages) les hommes et les femmes pensent-ils tirer de leur nouveau point d'eau, est-ce que les hommes et les femmes, nantis et démunis, bénéficient des équipements de la même façon ? De plus, les hommes et les femmes sont-ils satisfaits par rapport à ce qu'ils ont investi?

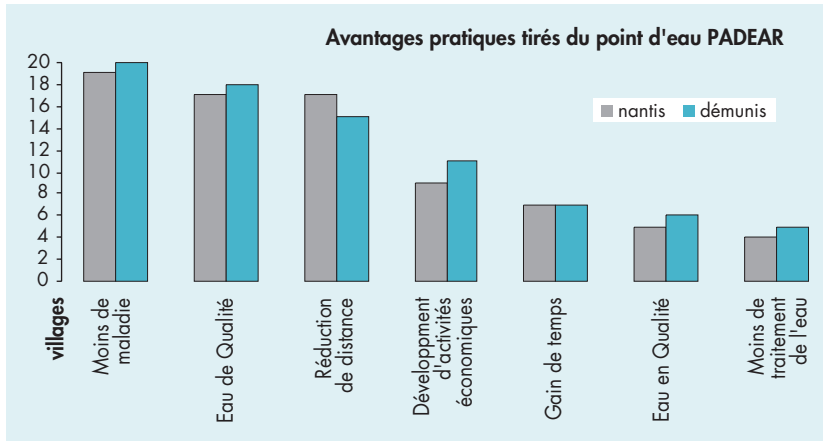
Vous trouverez ci-dessous les avantages pratiques (c'est à dire les avantages directs que les communautés perçoivent par rapport à l'amélioration de leur approvisionnement en eau) qui ont été le plus mentionnés par les hommes et les femmes des 20 villages en fonction de catégories «nantis et démunis».

Nous pouvons voir qu'en général, les nantis et démunis sont plus ou moins d'accord sur les avantages pratiques tirés du nouveau point d'eau. En général les démunis tirent un peu plus d'avantages du service d'AEP que les nantis, sauf en ce qui concerne la 'réduction de distance' que le nouveau point d'eau apporte. Sur les sept avantages cités nous pouvons voir que trois d'entre eux sont liés à la qualité de l'eau et aux améliorations sur la santé qui en découlent. En effet, l'avantage 'moins de maladies' a été perçu par les nantis et les démunis comme l'avantage le plus important, suivi de 'eau de qualité', aussi mentionné et 'moins de traitement de l'eau'. Nous pouvons ici nous demander si les communautés ont réellement senti une baisse du nombre de maladies liées à l'eau ou si les messages d'hygiène et de santé qui ont été développés au cours de la promotion à l'hygiène ont été retenus puis répétés par la communauté?

Nous pouvons noter que le fait que l'eau soit en quantité suffisante n'apparaît pas comme un avantage majeur. Pourtant, d'après le chapitre précédent la quantité d'eau est un aspect pratique important pour plusieurs villages.

Une fois tous ces avantages pratiques et stratégiques listés, nous avons demandé aux villageois si ces avantages valaient les investissements qu'ils avaient faits, en temps, argent ou autre. En général, il n'y a pas eu de déception,

Graphique 24 Avantages pratiques tirés du point d'eau PADEAR



à part pour l'aspect 'réduction de distance' pour lequel nantis et démunis pensent ne pas avoir tiré autant de bénéfices qu'ils avaient espéré.

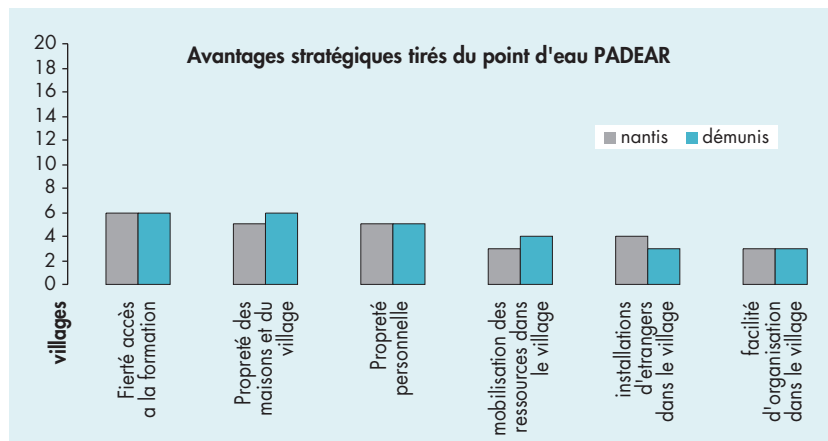
Nous avons conclu la série de questions sur ce thème en demandant aux participants s'il y a eu des conséquences négatives à cause du nouveau service d'approvisionnement en eau.

Quelques inconvénients ont été cités dont le plus important a été

Comme nous pouvons le constater, les avantages stratégiques liés au point d'eau sont beaucoup moins importants selon les ménages des 20 villages que les avantages pratiques. La propreté environnementale ainsi que personnelle est citée et est liée d'après les villageois à la santé, et à une réduction de dépenses pour la santé. Un autre aspect est le prestige et la fierté du village depuis la création du nouveau point d'eau, qui, selon quelques villages attire d'autres personnes dans le village et donc améliore sa situation. Ceci semble être un aspect important pour les hommes et les femmes. Les formations qu'ils ont reçues alimentent aussi cette fierté, car maintenant comme ils le disent (surtout les hommes le disent) ils n'ont plus besoin de faire appel à des personnes de l'extérieur pour la maintenance. En dernier lieu, dans le cadre du projet, les villages ont eu à développer leurs compétences dans le domaine de 'l'organisation' et 'la mobilisation des ressources dans le village'.

la bagarre autour du point d'eau, pour 5 villages, à cause de files d'attente très longues. La perte de temps a également été citée dans 4 villages, encore une fois à cause de l'attente au point d'eau, ainsi que la difficulté de la manipulation du point d'eau et les défauts de construction (dans 2 villages).

Graphique 25 Avantages stratégiques tirés du point d'eau PADEAR



4.7.3 Quelques Leçons

L'impact du projet sur la vie quotidienne des ménages n'est pas négligeable. Beaucoup d'avantages ont été cités par les hommes et les femmes. Il semble néanmoins que ce sont les femmes qui bénéficient de façon plus directe des avantages du nouveau point d'eau mais elles en subissent aussi les inconvénients. Cependant, toutes disent que les avantages surpassent de loin les inconvénients. En ce qui concerne les types d'avantages les plus appréciés, ce sont ceux qui sont liés aux aspects santé. Néanmoins, elles disent aussi que pour accroître l'impact du nouveau point d'eau sur la santé il devrait être accompagné de latrines, de routes et de centres de santé.

Quand nous avons demandé quelles mesures devraient être prises pour augmenter les avantages, beaucoup de villages ont mentionné la nécessité d'un autre point d'eau car un seul ne suffisait plus. Ceci est en partie dû au fait que la consommation en eau des ménages a augmenté mais aussi que les habitants des hameaux voisins viennent prendre leur eau à ce même point d'eau et donc le

surchargent. D'autres suggestions étaient de vendre l'eau, ceci devrait être le cas dans tous les villages où la stratégie PADEAR est suivie, néanmoins, beaucoup de villages (en particulier ceux qui ont bénéficié de l'équipement UNICEF ou une plus grande flexibilité a été permise dans la cotisation des communautés) font des cotisations à l'année (de 500 à 1000FCFA par personne).

L'impact du projet au niveau de la communauté a été plutôt positif, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable. La communauté elle-même semble en générale satisfaite par le nouveau point d'eau. Néanmoins, il y a encore des efforts à faire dans la gestion des points d'eau. Il est apparent que la gestion est dans les mains des hommes et que les femmes jouent un rôle mineur dans la prise de décisions. En effet, les rôles dits 'important', sont tenu en grande partie par les hommes. Il semble qu'une des raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas accès à ces postes est parce qu'elles n'ont pas non plus accès aux différentes formations dispensées dans le cadre de la mise en place du comité de gestion.

5 Les Résultats de l'évaluation au niveau Institutionnel et au niveau stratégique

Ce chapitre se base sur les résultats des deux dernières étapes de l'évaluation du PADEAR IDA/DANIDA avec l'outil MEP, c'est à dire l'évaluation par les acteurs au niveau institutionnel et au niveau stratégique.

5.1 L'évaluation par les acteurs au niveau institutionnel

L'objectif de cette étape est d'évaluer comment les différents intervenants, en particulier le personnel de la DH et la DHAB (représentées au niveau régional par les Services Régionaux de l'Hydraulique- SRH et les Services de l'Hygiène et l'Assainissement de Base- SHAB), ainsi que les ONG et les membres de comités de gestion,

perçoivent la situation actuelle de l'AEPA en milieu rural. En second lieu nous souhaitons voir dans quelle mesure la nouvelle stratégie pour le développement du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural a guidé ou limité la mise en œuvre du projet.

Pour faire cette évaluation, les principales questions posées ont été: est ce que les différents intervenants soutiennent une approche intégrant les aspects de genre et de pauvreté? Est ce que la stratégie actuelle leur permet d'encourager une telle approche? Ont-ils été formés sur ces questions ou ont-ils adapté eux-mêmes leurs approches au fur et à mesure que le projet progressait ?

Tableau 7 Les facteurs qui favorisent ou entravent la durabilité des projets d' AEPA

Facteurs Favorables	Facteurs défavorables
<i>Selon les agents sociaux⁷</i>	<i>Selon les agents sociaux</i>
Utilité de l'approvisionnement en eau potable	Lenteur et lourdeur administrative
Développement des capacités à travers la formation	Défauts de programmation
Le savoir-faire	Non assimilation des informations par les ONG
Engagement/Implication de la Communauté	Absence de rigueur dans la sélection des ONG
Identifier les besoins des communautés	Ouvrages proposés non adaptés aux réalités socio-culturelles du milieu
Recrutement d'animateurs/trices endogènes	Manque de motivation des villages
Approche par la demande	Des animateurs formés remplacés par des animateurs formés sur le tas
<i>Selon les agents techniques</i>	Inexpérience des intermédiaires sociaux
L'existence d'une cellule de coordination	Mauvaises conditions de travail (ONG)
Garantie de la qualité des ouvrages	<i>Selon les agents techniques</i>
Désengagement de l'Etat des tâches de production	Exploitation des ouvrages difficile
Promotion des technologies	Les SRH/SHAB ne gèrent pas les fonds du projet
Flexibilité dans la mise en œuvre	Trop grande rigueur concernant les participations financières
<i>Selon les communautés</i>	Mauvaise appropriation des ouvrages
Flexibilité dans la mise en œuvre du projet	<i>Selon les communautés</i>
	Processus de réalisation des ouvrages trop long

⁷ les spécialistes en développement communautaire et les représentants des ONG

5.2 Méthode d'évaluation

Nous avons tout d'abord commencé par une discussion avec tous les acteurs du niveau institutionnel en demandant aux participants de nommer des facteurs qui favorisent ou entravent la durabilité des projets sur le terrain. Une synthèse des facteurs cités par les acteurs est présentée dans le tableau 7.

Au cours de la discussion, les participants se sont mis d'accord sur le fait que **le facteur le plus favorable était l'approche par la demande, en particulier, l'implication financière des communautés a été jugée comme un aspect clé pour une bonne gestion et la pérennisation des équipements. Le facteur le plus défavorable était la lenteur de la mise en place des services qui est en grande partie le résultat de la lourdeur administrative.**

A la suite de cette discussion nous avons commencé l'évaluation à proprement parler, c'est à dire une évaluation des indicateurs au niveau institutionnel (pour les indicateurs utilisés au niveau institutionnel référez vous au Tableau 2).

La méthode du vote secret (tableau à pochette) a été utilisée pour l'évaluation au niveau institutionnel (pour plus de détails voir annexe 2).

5.3 Résultats du vote

Les questions sur lesquelles les participants ont voté peuvent être regroupées selon les thèmes suivants: 1) *Connaissance et interprétation de la stratégie nationale*, 2) *Perception de l'approche du projet*, 3) *Compétences du personnel de projet*, et finalement, 4) *Perception de l'attitude de la direction envers eux-mêmes et la mise en œuvre du projet.*

5.3.1 La Stratégie Nationale

Les questions posées sur ce thème nous permettent d'apprécier la connaissance de la stratégie nationale d'AEPA en milieu rural et/ou l'interprétation qu'en font les différents acteurs dans sa mise en œuvre.

Selon les résultats du vote, la majorité des participants croient que la meilleure description de la stratégie actuellement en vigueur est: **'la réalisation d'infrastructures d'AEPA adéquates,**

accessibles à tous, en préservant l'environnement en vue de garantir une quantité, une qualité et une disponibilité durable de l'eau'.

Cependant, si l'on considère les réponses par groupes d'acteurs, **70% du personnel technique ne croyait pas que la stratégie avait un objectif environnemental, comme la majorité des participants, mais uniquement l'objectif d'un service adéquat.**

Si l'on considère le groupe des représentants de la communauté, **un tiers de ceux-ci ont déclaré que la seule priorité de la stratégie était la construction d'infrastructures.**

En ce qui concerne l'objectif de la stratégie et sa mise en œuvre la différence de perception est sensible entre les acteurs. Le document de stratégie ne comprenait pas d'objectif environnemental clairement affiché, malgré ce que pensent une majorité de personnes. Aussi, une portion représentative de la communauté pense que l'objectif est uniquement la construction des infrastructures, alors que la stratégie vise l'accès à un service adéquat et pour tous. Ce résultat devrait nous amener à revoir l'IEC au niveau des communautés

En ce qui concerne l'approche par la demande, **pratiquement tous les acteurs ont dit que le projet a permis aux communautés de faire des choix par rapport aux options données en fonction de leurs moyens, mais qu'aucune disposition n'a été prise pour les plus pauvres.** Ceci reflète plus ou moins la situation sur le terrain.

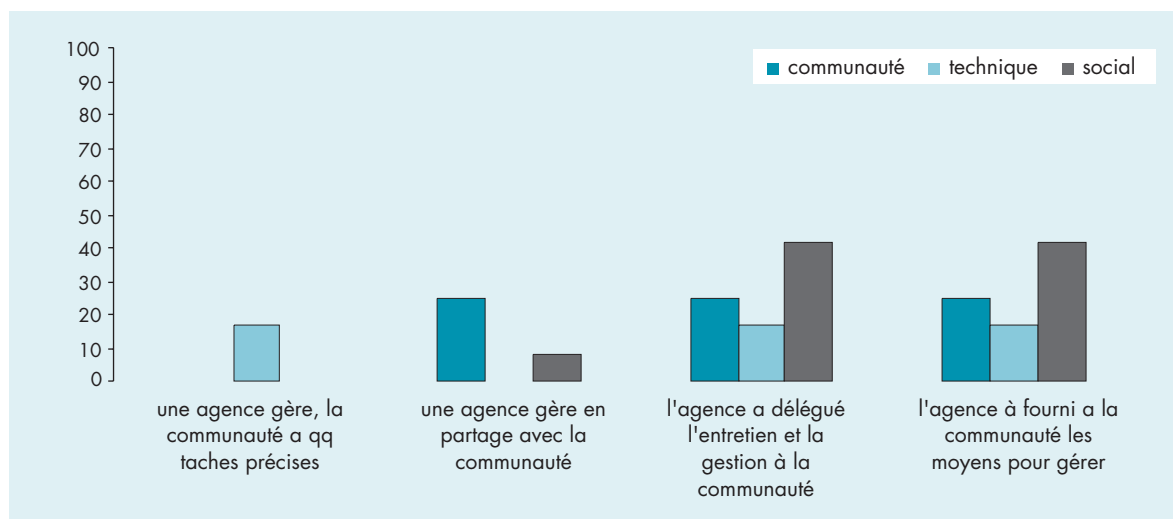
Les perceptions des différents acteurs sont également partagées en ce qui concerne les aspects de gestion communautaire et le degré d'appropriation des communautés pour la gestion de leur point d'eau⁸:

Le terme « agence » désigne ici la DH et la DHAB à travers les structures régionales.

La plupart des acteurs perçoivent la situation soit comme une gestion déléguée aux communautés au début de la mise en place du service, soit comme un appui fourni par l'agence à la communauté qui gère le service de façon autonome dès le départ. Néanmoins, un tiers de la communauté pense que la gestion est partagée avec l'agence et un tiers

⁸ Il est important de noter que nous avons laissé les participants libres de décider s'ils voulaient voter ou non sur chaque question, il y a des questions où les participants ne se sentaient pas confiant de répondre, ceci s'est reflété dans les histogrammes

Graphique 26 La gestion des points d'eau PADEAR



du personnel technique pense que l'agence gère, la communauté n'ayant que quelques tâches à effectuer.

Ces différences de perception peuvent être source de confusion, chacun pensant que la responsabilité d'une fonction revient à l'autre. En effet, durant la discussion nous avons pu comprendre que plusieurs membres du personnel ayant participé au programme PADEAR à ses débuts assimilaient la gestion communautaire à l'entretien des équipements. Au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet cette notion a été mieux comprise et a intégré aussi les choix des communautés sur les options technologiques, le choix du niveau de service et le choix d'un modèle de gestion. Les structures d'intermédiation sociales (ONG) et directions régionales aidant les communautés à faire ces choix.

5.3.2 Les approches du projet sur les questions de genre et de pauvreté

Les questions suivantes portaient sur l'approche du projet envers les aspects de genre et de pauvreté et sur le degré de prise en compte de ces concepts dans leur travail.

En ce qui concerne la participation des plus pauvres, **plus de 80% des acteurs interrogés dans les trois catégories (ONG, communautés et personnel technique) ont dit que le projet ne mentionne pas les plus pauvres et qu'ainsi aucune activité spécifique n'a été entreprise pour cibler les**

pauvres dans les communautés. Cependant les représentants de la communauté pensent que le projet prend en compte les pauvres mais que les méthodes pour les faire participer au projet ne sont pas suffisamment développées.

Sur les aspects de genre, les réponses sont plus diversifiées. Néanmoins la réponse la plus répandue est que **le projet encourage les femmes à participer activement et leur procure un appui dans ce sens, néanmoins il ne tient pas compte du fait que les hommes et les femmes doivent être également représentés dans toutes les prises de décision et les activités.** Les participants ont souligné que les aspects genre n'étaient pas mentionnés dans la stratégie, et dans le document de projet, mais qu'avec l'intervention des bailleurs en cours de projet, ils ont commencé à être abordés de façon de plus en plus forte. C'est pourquoi les réponses varient, car chaque intervenant a été sensibilisé de manière différente.

En dernier lieu, une question a été posée sur les méthodes de suivi-évaluation et de compte rendu, utilisées par le projet. Sur la question « la collecte des données a-t-elle été réalisée de manière à tenir compte des aspects de genre et de pauvreté? » **la réponse la plus fréquente a été: la collecte des données se fait séparément pour les hommes et les femmes mais les informations ne sont pas diffusées séparément.** Malgré une attention tardive accordée aux aspects de genre dans le contexte du projet, une analyse désagrégée par sexes a été faite dans

les études de terrain lors de la mise en œuvre du projet. Néanmoins, ces informations n'ont pas été analysées dans l'optique de les utiliser pour une meilleure approche pour les aspects de genre.

5.3.3 La performance du personnel du projet

Plusieurs questions ont été abordées concernant les compétences des différents intervenants, les représentants des directions et les ONG, ainsi que sur la qualité des formations reçues par les différents intervenants.

Les avis étaient partagés au sujet des compétences des ONG:

- **Le personnel technique pense que les ONG ont peu de connaissance des aspects genre et pauvreté**
- **Les représentants de la communauté pensent que les ONG ont une certaine compétence dans l'approche par la demande mais n'arrivent pas toujours à réellement communiquer les différents aspects de cette approche à la communauté**

Les différents acteurs reconnaissent la nécessité d'un travail avec des aspects à la fois techniques et sociaux:

- **le personnel technique est d'avis que les spécialistes techniques et sociaux travaillent ensemble mais sans vraiment en admettre explicitement la nécessité.**

- **Les ONG et la communauté pensent que les spécialistes techniques et sociaux reconnaissent la limite de leur propre discipline et voient la nécessité de travailler ensemble de façon à devenir complémentaires dans leur travail.**

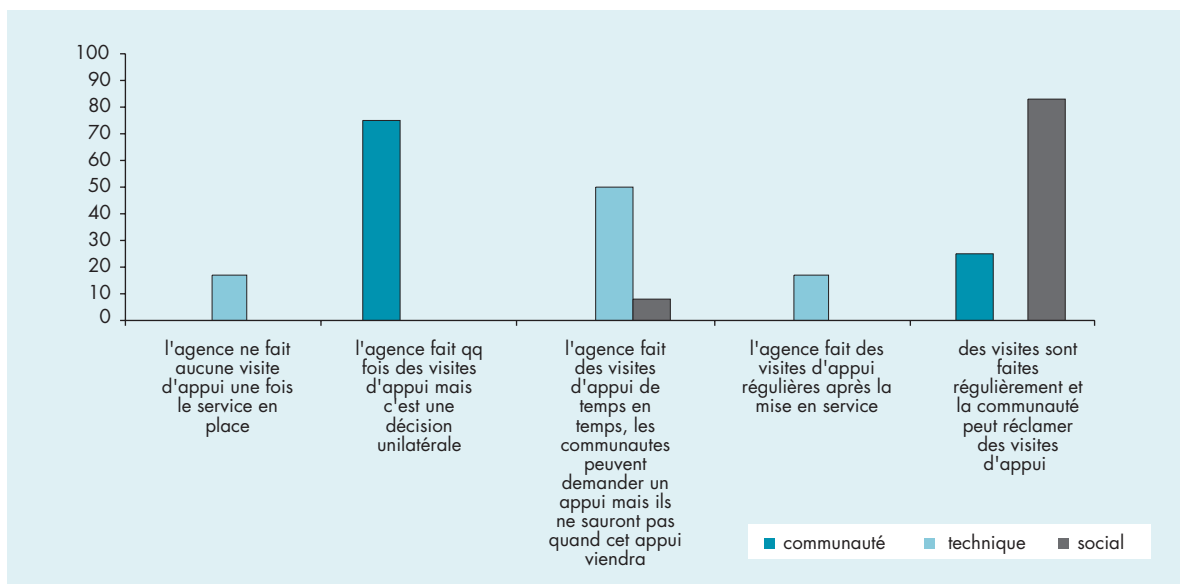
En ce qui concerne les formations, les opinions diffèrent à nouveau entre les ONG et le personnel technique:

- **le personnel technique dit en majorité que le projet offre des formations ad hoc dans leurs propres disciplines,**
- **le personnel des ONG est plus positif dans ses réponses et dit qu'il reçoit des formations dans ses propres disciplines ainsi que dans d'autres disciplines**

Durant la discussion il a été noté que le projet avait offert dès le début une formation de base à tout le personnel de projet. Cependant, depuis, il n'y a eu aucun programme de formation et seulement quelques formations ad hoc. Le personnel a aussi dit que les formations étaient assez directives et pas très participatives, et qu'elles n'avaient pas toujours été dispensées au bon moment de la mise en œuvre du projet et aux bonnes personnes (comme par exemple les formations sur les méthodes participatives données au personnel technique et pas aux ONG).

Un dernier aspect du travail du personnel de projet concerne le suivi-appui fourni aux communautés.

Graphique 27 Le suivi-appui fourni aux communautés dotées d'un point d'eau PADEAR



75% des personnes interrogées dans le groupe des représentants de la communauté sont d'avis qu'elles n'ont pas leur mot à dire dans le suivi tandis que le personnel des ONG dit que des visites régulières sont faites et que les communautés peuvent en réclamer. Le personnel technique pense en majorité qu'un appui est fourni aux communautés et que celles-ci peuvent demander un appui, mais qu'elles ne peuvent pas savoir quand cet appui viendra. Nous pouvons constater que encore une fois, la communication entre les acteurs du projet a besoin d'être améliorée.

5.3.4 Attitudes et pratiques de la Direction du projet

Sur ce dernier thème, l'objectif est de voir comment les différents intervenants perçoivent l'attitude de la direction du projet (ici la DH et la DHAB) envers les aspects de genre ainsi qu'envers d'autres nouvelles idées.

En ce qui concerne les aspects genre, les communautés pensent que la Direction du projet a pris conscience des aspects de genre, mais qu'elle ne les juge pas assez importants pour y prêter réellement attention. ***Selon les représentants de la communauté interrogés (60% hommes et 40% de femmes), peu de mesures réelles ont été prises pour prendre en compte ces aspects. Le personnel technique et les ONG pensent en majorité que la Direction a pris conscience des aspects de genre, et a pris quelques mesures pour mieux intégrer ces questions dans le projet, néanmoins ils admettent que ces mesures ont une portée limitée.***

En ce qui concerne la perception du personnel de projet par rapport à la possibilité d'appliquer de nouvelles approches en cours de projet, la réponse quasi unanime du personnel technique ainsi que des ONG était ***que la Direction permet au personnel d'innover s'il le veut, mais qu'elle ne donne pas au personnel le temps supplémentaire pour le faire car les tâches et les responsabilités existantes sont figées.***

Dans la discussion nous avons compris que l'impossibilité de mettre réellement en œuvre des nouvelles idées correspondait à un problème de

temps mais aussi de budget car le budget est fixé pour l'année selon un plan de travail élaboré en accord avec les bailleurs de fonds, et peu d'écarts sont possibles.

5.4 L'évaluation de la stratégie nationale par les décideurs (DH et DHAB)

Six thèmes ont été abordés au cours de cette évaluation : la durabilité, l'équité, le partage des coûts et la gestion, la participation communautaire, la stratégie financière en faveur des pauvres et la présence d'une approche sensible au genre.

Nous pouvons dire qu'en général les décideurs interrogés ont fait une évaluation de la stratégie PADEAR assez positive dans son ensemble. En effet sur les six thèmes abordés, trois ont reçu le vote le plus élevé.

Selon les décideurs, la stratégie PADEAR a permis ***à toute la population (ceci comprend les hommes et les femmes) d'utiliser des quantités d'eau suffisantes et raisonnables pour leurs besoins respectifs et de recourir à de bonnes pratiques d'assainissement et de maintenir ce niveau d'utilisation. La réalisation de ces objectifs a fait l'objet de contrôle et les programmes ont été, le cas échéant, revus.*** Ainsi, au niveau des aspects d'équité les participants sont très satisfaits.

En ce qui concerne le partage des coûts et de la gestion, les décideurs ont aussi choisi le score le plus élevé ; ils pensent que les ***communautés gèrent leurs apports (contribution financière) pendant la construction, que les contributions financières sont fixées en fonction de la capacité de payer et que les communautés assument les frais d'entretien et de réparations.***

Sur le thème de la participation des communautés, les décideurs ont aussi choisi la meilleure option proposée, c'est à dire: ***le projet a offert un éventail de choix de technologies, de gestion et de financement, les options sont ouvertes aux adaptations locales et les utilisateurs sont informés pour pouvoir faire leurs choix.***

Bien que tous ces aspects aient été mentionnés dans la stratégie PADEAR, il faut cependant aussi analyser dans quelle mesure la stratégie a réussi à atteindre tous les objectifs. En effet nous avons vu durant l'évaluation au niveau communautaire que la composante assainissement n'a pas vraiment permis un assainissement pour tous avec de bonnes pratiques d'hygiène, donc dans ce sens la stratégie n'a pas rempli son objectif. En plus, à propos de la participation des communautés, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédent, les communautés ne pensent pas toujours avoir eu le choix sur tous les aspects de l'établissement du service d'AEPA. Il est clair que la perception et la réalité divergent ici.

En ce qui concerne l'objectif de durabilité contenu dans la stratégie, les décideurs se sont reconnus dans la proposition suivante: ***La politique sectorielle a pour objectif la création de services et d'installations qui continuent à être entretenus, à fonctionner et à être utilisés par la population concernée, néanmoins aucun indicateur de fonctionnement n'a été donné dans le document de projet.***

En ce qui concerne la prise en compte des femmes et la définition de leurs rôles, les décideurs ont reconnu qu'il n'y avait ***'pas de stratégie pour améliorer la participation des femmes ou pour améliorer la prise en compte des femmes dans la répartition des rôles entre les femmes et les hommes'***. Il faut cependant ne pas oublier que lors du développement de la stratégie PADEAR, les aspects genre étaient moins pris en compte qu'aujourd'hui. Le projet a essayé de pallier à ce problème en cours de route en faisant des formations sur les aspects genre pour les différents intervenants dans le projet.

Finalement, en ce qui concerne une stratégie financière en faveur des plus pauvres, les décideurs n'ont pas trouvé d'option qui reflétait leur situation. Ceci est dû au fait qu'il n'y a aucune stratégie spécifique pour les pauvres au Bénin car la notion de pauvreté n'a, selon eux, pas été bien définie.

6 Conclusions

Aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau des décideurs, les évaluations nous ont montré qu'entre ce qui est écrit dans la stratégie PADEAR et son application sur le terrain il y a quelque fois des divergences. Aussi, la compréhension de la stratégie PADEAR diffère selon les intervenants dans le projet. Il est compréhensible que les communautés ainsi que les ONG aient une connaissance moins approfondie que le personnel des directions régionales, néanmoins, même entre le personnel des directions (ONG et personnel technique) les perceptions et la compréhension diffèrent. Dans le cadre de la stratégie PADEAR et de sa relecture, une recommandation serait d'effectuer des séances de travail et d'information sur l'évolution de la stratégie PADEAR pour le personnel des directions, et, une fois la relecture de la stratégie finalisée, une formation sur les aspects nouveaux (comme les aspects pauvreté) de la stratégie PADEAR devrait être faite pour les ONG qui vont intervenir dans les projets d'AEPA en milieu rural.

Néanmoins, aussi bien au niveau des décideurs qu'au niveau institutionnel, le personnel est en accord sur le fait que la mise en œuvre du projet PADEAR Zou/Atlantique a évolué au delà des concepts qui sont dans la stratégie du PADEAR, aussi, la révision de la stratégie doit tenir compte des nouveaux aspects émergeant dans le secteur comme ceux de genre et de pauvreté.

En ce qui concerne la compétence du personnel, celle des ONG a été mentionnée à plusieurs reprises comme un facteur clé dans la bonne mise en œuvre du projet, et dans le cadre du PADEAR Zou/Atlantique ce facteur a été considéré comme entravant la pérennité des services. Selon le

personnel des Directions, le problème avec les ONG vient en grande partie du peu de formation dont elles ont bénéficié, notamment dans les aspects de genre et de pauvreté, ainsi que dans l'utilisation des méthodes participatives. Il est clair que les ONG ont le premier contact avec les clients : les communautés, et il est donc indispensable que les structures d'intermédiation sociale aient tous les outils nécessaires pour pouvoir bien faire leur travail avec la communauté. Les mauvaises conditions de travail pour les animateurs des ONG qui ont été citées comme facteurs défavorables, font référence à la nécessité d'avoir plus de formations ainsi que d'avoir plus de sécurité dans leur travail.

Les conclusions par les acteurs et par les décideurs sont plutôt positives, malgré quelques discordances sur les aspects spécifiques de la stratégie du PADEAR et de sa mise en œuvre. En général, l'approche par la demande, que le PADEAR avait pour objectif de tester, a été une réussite et tous les intervenants l'ont perçu comme un facteur favorable à la pérennisation des services d'AEPA. Le défi reste maintenant de pouvoir intégrer les leçons apprises au cours de la mise en œuvre du PADEAR Zou/Atlantique dans la relecture de la Stratégie du PADEAR.

Annexe 1 Informations⁹ sur le Bénin et sur le projet PADEAR Zou/Atlantique¹⁰

BENIN : Le Pays en chiffre

Population Totale: 6.1 millions	Accès à une eau salubre (% de la pop.): 50%
Population Rurale (% du total): 58.5%	Accès aux services d'assainissement (% de la pop.): 20%
PNB : 380\$/habitant (165 rang sur 206, 1999)	Population en dessous du seuil de pauvreté (%) : 33%
Espérance de vie à la naissance : 52h/55f	Taux de mortalité des - de 5 ans (pour 1000) : 140

PADEAR : Objectifs et Quelques Résultats

Alimentation en eau en milieu rural dans deux régions. L'objectif était qu'environ 200 000 habitants répartis dans 400 villages soient desservis par des installations améliorées d'alimentation en eau. En tout, plus de 300 000 habitants ont été servis à travers le projet (avec les équipements supplémentaires de l'UNICEF et de JICA qui ont collaboré dans le cadre du projet.)

Fourniture de pompes VLOM pour couvrir les besoins de tous les projets d'AEP en milieu rural au Bénin 1050 pompes Afridev et 450 pompes Vergnet (des pompes que les communautés peuvent faire fonctionner et entretenir elles-mêmes) ont été achetées par appel à concurrence et les deux modèles sont utilisés dans tous les projets d'AEP en milieu rural au Bénin. Néanmoins, seulement 27% des pompes ont aujourd'hui été installées à cause de la lenteur du démarrage des projets.

Assainissement et éducation sanitaire. Les objectifs étaient les suivants : a) stimuler la demande en services d'assainissement améliorés grâce à une vaste campagne de marketing et de promotion ; b) former des maçons pour la construction de latrines privées et publiques ; c) améliorer les pratiques d'hygiène et les conditions sanitaires des écoles et des centres de santé ; et d) améliorer les pratiques et les conditions sanitaires des communautés et des ménages ruraux en intégrant des messages et des activités appropriés dans le processus de mobilisation communautaire. Les objectifs sont considérés atteints:

- 130 artisans formés dans les domaines de la construction, du marketing et de l'éducation à l'hygiène
- Des maîtres de l'enseignement formés à l'assainissement de l'environnement dans 34 écoles
- les ONG ont formé dans le domaine de l'IEC 238 promoteurs au niveau communautaire
- Une campagne supplémentaire de sensibilisation au SIDA a été menée en 2000, à l'intention de l'ensemble du personnel de la DH, des SRH, de la DHAB, des SHAB et des ONG.
- 800 latrines individuelles non-subsventionnées ont été construites
- 296 latrines sur l'objectif de 300 ont été construites dans les écoles et les centres de santé; 285 citernes de récupération des eaux de toiture ont été construites

Renforcement des capacités. Cette composante visait principalement à transférer les responsabilités du secteur public au secteur privé. Elle comprenait les volets suivants : la formation, l'assistance technique, des études, le suivi et l'évaluation et la gestion du projet. Ces volets devaient cibler la DH et ses services régionaux (SRH), la DHAB et ses services régionaux (SHAB), les ONG et le secteur privé (consultants, entrepreneurs, maçons, puisatiers et artisans réparateurs). Les objectifs spécifiques étaient :

- L'acquisition de nouvelles compétences en matière de passation de marchés et de gestion de contrats
- La déconcentration au profit des SRH et des SHAB et le renforcement des compétences
- La nécessité de renforcer davantage la gestion financière et le suivi et l'évaluation sectoriels.
- Le renforcement des capacités des ONG dans le domaine de la mise en oeuvre du programme d'AEPA
- Secteur privé : la stratégie du projet était essentiellement axée sur la formation technique du secteur privé pour lui permettre de fournir une gamme de biens et de services et obtenir des marchés pour l'exécution de nombreuses activités qui n'étaient pas menées auparavant par des entrepreneurs locaux

⁹ Rapport sur le Développement dans le Monde 2000-2001, Combattre la Pauvreté Banque Mondiale 2000

¹⁰ Implementation Completion Report - ICR, AFTU2, The World Bank, April 2001

Annexe 2 Méthodologie et Processus

1 Formation des Enquêteurs à la MEP

La MEP étant une nouvelle méthodologie, nous avons dû former les animateurs aux différents outils participatifs qui sont utilisés dans le processus de la MEP. La formation a eu lieu à Cotonou au Bénin pendant 2 semaines et a regroupé les 8 animateurs qui ont fait le travail de terrain ainsi que des personnes de la DH, SRH, la DHAB et SHAB, des représentants des ONG, et de projets d'AEPA du Burkina-Faso.

Cette formation concernait uniquement l'évaluation au niveau communautaire, les deux autres niveaux (institutionnel et politique) ayant été assurés par les facilitateurs/formateurs du PEA et de l'IRC. Par contre, les participants ont été formés à tous les outils de la MEP pour ce niveau communautaire, y compris ceux qu'ils n'ont pas utilisés sur le terrain, afin qu'ils puissent dans le futur effectuer d'autres évaluations ou faire du suivi de projet.

La sélection des animateurs pour le terrain (huit au total, quatre femmes et quatre hommes) s'est faite sur la base de leurs expériences des enquêtes de terrain dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et de leurs connaissances pratiques des outils participatifs comme le SARAR. Néanmoins, bien que tous les animateurs aient eu une connaissance théorique du SARAR, peu d'entre eux en avaient une expérience pratique. Ceci nous a mené à revoir tous les outils en détail durant la formation et à faire des simulations afin que les animateurs pratiquent tous ces outils avant d'aller sur le terrain.

Durant la formation nous avons testé les outils sur le terrain avec les animateurs dans deux villages, afin qu'ils puissent identifier les failles. Après ces deux jours nous sommes revenus en plénière pour finaliser les outils ainsi que les dessins qui ont été développés durant la formation et testés sur le terrain.

2 L'étude de Terrain (niveau communautaire)

Dans le cadre de l'évaluation au niveau communautaire, un échantillonnage a été réalisé à partir d'une liste complète des villages qui avaient bénéficié d'un service d'approvisionnement en eau dans le cadre du projet PADEAR (y compris les équipements UNICEF et JICA qui ont suivi le processus PADEAR).

Un échantillon de 20 villages a été prélevé au hasard dans la liste en ajustant l'échantillon selon les critères suivants :

- La région: 10 villages dans le Zou et 10 dans l'Atlantique
- L'intervention des différents ONG et donc la sous-préfecture.
- les options technologiques : 10 pompes, 10 puits
- la taille (population) du village

Nous avons fait une visite d'introduction dans chaque village pour avertir le comité de gestion et la communauté du passage des animateurs dans leur village. A la suite de cela, 5 des 20 villages de l'échantillon ont dû être changés car 2 n'étaient pas équipés de pompe, 2 autres étaient devenus difficile d'accès à cause de la pluie et la pompe du dernier était en panne et ne devait pas être réparée. Ces villages ont été remplacés par d'autres en tenant compte des critères d'échantillonnage.

Les équipes d'animateurs se sont constitués en binôme d'une femme et d'un homme et chaque équipe a passé 4 jours dans chaque village pour accomplir les exercices et remplir les fiches de terrain. La liste des outils utilisés lors de l'évaluation communautaire et leurs objectifs est présentée dans l'encadré page 45.

Les équipes ont été suivies sur le terrain par un consultant qui leur a donné un appui quand ils avaient des problèmes avec les outils ou pour discuter avec les habitants du village quand il y avait des difficultés (surtout de manque de participation à cause de la méfiance des habitants). Pour plus d'informations sur le suivi des animateurs, un rapport de suivi à été rédigé par le consultant¹¹.

¹¹ 'Rapport de suivi-appui des travaux d'enquête par la Méthodologie d'Evaluation Participative (MEP) de PADEAR IDA/ DANIDA' Helvetas-Bénin, Mars 2001

3 Rencontre du personnel de projet (Niveau Institutionnel)

L'objectif de cette évaluation est d'analyser les indicateurs qui mesurent l'appui institutionnel pour une approche participative, sensible aux aspects de genre et de pauvreté dans la mise en place des services d'AEPA. Ainsi les différents intervenants du projet ont été réunis durant cette journée pour évaluer les facteurs qui influencent l'impact du projet et sa durabilité au niveau de la communauté.

Pendant cette réunion, les représentants des différents types d'intervenants : social, technique (des DH/SRH et DHAB/SHAB), ONG ou de la Communauté ont travaillé conjointement pour évaluer et analyser leur projet. L'évaluation a été faite à travers le vote secret (tableau à pochette) avec un jeton de vote différent pour chaque type d'intervenant (couleur pour le genre et forme pour le statut). Ainsi une analyse peut être faite pour voir si en effet ces différents types d'intervenants ont la même perception de l'évolution du projet.

A la fin de l'évaluation, les votes sont affichés afin que les participants puissent analyser eux-mêmes les résultats et discuter des raisons des différences de perception des intervenants sur un thème spécifique. Un exemple des questions sur lesquelles les participants ont eu à voter est présenté ci-dessous

Tableau 8 Compétences des agents d'exécution

Options	Note	Nombre de Personnes ayant attribué cette note		
		Communauté	Personnel d'exécution (Service et ONG)	
			Social	Technique
Pas de spécialistes des questions sociales parmi les équipes de terrain	0	0	0	0
Parmi les équipes de terrain se trouvaient des spécialistes des questions sociales mais ils n'avaient pas de savoir-faire en matière de condition féminine, de pauvreté et d'approche par la demande	25	0	2	3
Parmi les équipes de terrain se trouvaient des spécialistes des questions sociales ayant des compétences soit dans la condition féminine, et la pauvreté soit dans l'approche par la demande mais pas dans tous les 3 domaines	50	1	5	0
Parmi les équipes de terrain se trouvaient des spécialistes des questions sociales ayant des compétences dans les trois domaines: condition féminine, pauvreté et approche par la demande	75	1	2	1
Idem que l'option précédente ET les membres de l'équipe technique avaient aussi ces qualités	100	0	2	2

Outils utilisés durant l'Évaluation Communautaire

Activité/Outils	Objectifs
Fiche d'information sur la communauté	Pour obtenir des informations d'ordre général sur les communautés, elle permet d'identifier d'autres facteurs que les aspects de genre, pauvreté et de participation communautaire, qui peuvent expliquer la variation dans la gestion du service.
Classification Sociale	Pour identifier les différentes classes socio-économiques dans le village, ces catégories définies par les hommes et femmes du village eux-mêmes seront utilisées dans le cadre de l'évaluation dans leur village.
Carte Communautaire	Carte géographique du village dessiné par les habitants du village eux-mêmes. Cette carte montre les points d'eau sur la carte, les installations sanitaires, les maisons des membres du comité de gestion, etc.
Discussion de Groupe avec le Comité	Dans cet exercice nous discutons avec le comité de gestion de leurs fonctions, de qui fait quoi (genre) et aussi du temps que chaque personne passe à ses fonctions.
Rencontre avec la population non-desservie-Discussion de Groupe	A partir de la carte communautaire, la communauté a pu identifier les zones qui ont soit accès, soit un accès limité ou aucun accès au point d'eau. Le quartier sans accès au point d'eau est visité et une discussion est lancée avec les habitants de ce quartier pour comprendre pourquoi.
Réunion Thématique/ Vote par poche	Le but de cet exercice est d'identifier et d'analyser les changements de comportement (avant et après le projet) en vue de l'utilisation de l'eau potable, des méthodes d'évacuation des selles et du lavage des mains par genre et tranches d'âge. Identifier pourquoi des changements se sont produits ou non.
Avantages et Valeur-Coût/ Echelle 1 & 2 et Tri des Cartes	Cet exercice est utilisé pour identifier les avantages pratiques et stratégiques que les hommes et femmes, nantis et démunis tirent de leur service d'eau. Nous analysons aussi ici les différences de points de vue quant à l'impact de ces avantages (et aussi désavantages) et le rapport qualité-coût.
Division des contributions/ Tri des cartes/ 100 graines	Cet exercice est utilisé pour évaluer et analyser la nature des contributions des usagers pour l'installation des services, la répartition des contributions dans la communauté et au sein des ménages et le pouvoir de contrôle qui peut en découler.
Voix et Choix dans la Prise de Décisions/Vote par poche	Évaluer et analyser les aspects relatifs à la participation, aux rôles des hommes et des femmes et à la pauvreté dans la prise de décisions pour les différentes activités liées au service d'AEPA. Déterminer le degré auquel le projet a été participatif, compte tenu de la demande, des aspects de genre et de pauvreté.
Assemblée Communautaire	Cet exercice a lieu à la fin du séjour dans le village. Le but est de partager les résultats de l'évaluation avec la population directement. Ceci doit être fait de façon claire. Le mieux est que quelques-uns des participants fassent eux-mêmes la présentation des résultats et qu'une discussion soit menée.

4 Discussion Stratégique avec les décideurs (Niveau Politique)

La réunion sur l'évaluation de la politique nationale d'AEPA en milieu rural a été tenue avec les Directeurs de la DH et de la DHAB ainsi que les deux personnes directement responsables de la mise en œuvre du projet (DDCEP et Coordinateur PADEAR pour la DHAB). Le but de la réunion était d'évaluer la présence et l'application, dans le projet et dans le secteur, des politiques axées sur une approche par la demande qui tient compte des aspects de genre et de pauvreté. La discussion a duré à peu près deux heures.

Un guide structuré a été utilisé pendant cette réunion où l'on a présenté aux participants les indicateurs à évaluer à travers des questions spécifiques. Pour les réponses aux questions, des options ont été données et les participants ont discuté sur les questions et les options possibles. Contrairement à la réunion de l'évaluation au niveau institutionnel au cours de laquelle chaque participant a été autorisé à voter de façon indépendante, la réunion sur le niveau politique a fait usage de discussions ouvertes pour atteindre un consensus.

5 Analyse des données

L'analyse des données qualitatives a été effectuée sur la base des fiches de terrain (reliées dans un guide de terrain) et du rapport de suivi du consultant qui a suivi les équipes d'animateurs sur le terrain. D'autres supports pour l'analyse sont les guides de la réunion des intervenants et la discussion stratégique. Les résultats quantitatifs ont été recueillis dans une base de données Excel et à travers cela des analyses statistiques simples ont pu être réalisées ainsi que les histogrammes et autres graphiques présentés dans ce document.

6 Limites de l'Etude

Notre analyse est faite sur un échantillon de 20 villages et il est important d'en tenir compte dans l'analyse et la représentativité des résultats. Nous n'avons pas fait une analyse statistique poussée car la taille de l'échantillon ne nous le permettait pas, néanmoins c'est tout à fait possible de faire des analyses statistiques plus poussées avec la MEP avec un échantillon plus important.

Malgré la petite taille de notre échantillon, les résultats que nous avons obtenus nous donnent une bonne indication sur la situation du projet dans les villages et l'impact du projet. Il est possible de voir si les villages dans l'échantillon sont sur la bonne voie pour pérenniser leurs systèmes, quels sont leurs problèmes particuliers, et s'il y a des difficultés que tous les villages semblent rencontrer. Ce qui est intéressant est qu'au niveau du projet ou d'un Programme, la MEP permet de comparer les villages ou régions ou même les projets entre eux par rapport aux indicateurs choisis, afin d'identifier non seulement des problèmes potentiels dans les villages mais aussi d'évaluer les différents processus de mise en œuvre de projet.

Documents de Référence

- Dayal, van wijk and Mukherjee. 2000. **Methodology for Participatory Assessments with Communities, Institutions and Policy Makers.** The Water and Sanitation Program - New Delhi, India. International Water and Sanitation Centre, The Hague, The Netherlands.
- Gross, van Wijk and Mukherjee. 2001. **Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty.** The Water and Sanitation Program - Washington DC, USA. The International Water and Sanitation Centre- Delft, The Netherlands.
- Helvetas Benin. 2001. **Rapport de suivi-appui des travaux d'enquête par la Méthodologie d'Evaluation Participative (MEP) de PADEAR IDA/DANIDA.** Cotonou, Bénin
- Katz and Sara. 1997. **Making Rural Water Supply Sustainable : Recommendations from a Global Study.** Washington DC, USA. UNDP-World Bank Water and Sanitation Program.
- Narayan, Deepa. 2000. **Voices of the Poor - Can Anyone Hear Us?** Washington DC, USA. The World Bank, Oxford University Press.
- UNDP, Ministère du Développement Rural. 1996. **Etude sur les conditions de vie des ménages ruraux au Bénin (ECVR).** Cotonou, Bénin.
- World Bank. 2000. **Rapport sur le Développement dans le monde 2000-2001, Combattre la pauvreté.** Washington DC, USA. The World Bank.
- World Bank. 2001. **Implementation Completion Report - Benin Rural Water Supply and Sanitation.** Washington DC, USA. The World Bank.

DISCLAIMER

La Banque mondiale n'accepte pas la responsabilité des opinions exprimées ci-dessus, qui sont entièrement ceux de l'auteur, et ne devrait pas être attribuée à la Banque mondiale ou à toute autre organisation affiliée. Les désignations utilisées et la présentation du matériel sont seulement pour aider le lecteur et n'impliquent pas l'expression de quelque opinion légale de la part de la Banque mondiale ou de ses affiliations au sujet du statut juridique de quelque pays, de territoire, de ville, de secteur, ou de ses autorités, ou concernant les délimitations de ses frontières ou affiliations nationales. L'information des publications du Programme pour l'eau et l'assainissement peut être librement reproduite. La reconnaissance appropriée sera appréciée.

**Programme pour l'Eau et
l'Assainissement - Afrique
(PEA-AF)**

Banque Mondiale

01 B.P. 1850

Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Telephone (225) 22 40 04 00

Fax (225) 22 40 04 61



Rédaction
Suzanne Reiff

Photos
Suzanne Reiff

SEPTEMBRE 2002

Le Programme pour l'eau et l'assainissement est un partenariat international qui vise à aider les populations défavorisées à avoir un accès durable à des services d'eau et d'assainissement améliorés. Les principaux partenaires financiers du programme regroupent les gouvernements de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni ; le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Banque mondiale.